Les dossiers Histoire et civilisation

cégep de Sherbrooke

L'éclatement des frontières

Néolibéralisme : entre apogée et crise

Multiculturalisme : l'avènement d'une culture globale

Les médias ou comment l'Occident façonna le monde

Plus vite! Plus haut! Plus fort! Regard sur le sport mondialisé

Altermondialisme : mouvement antimondialiste ou réformateur?

Sommaire

N°9 Les dossiers

Automne 2012

Dossier
La mondialisation: l'éclatement des frontières

Introduction
Néolibéralisme : entre apogée et crise
Multiculturalisme : l'avènement d'une culture globale
Les médias ou comment l'Occident façonna le monde
Plus vite! Plus haut! Plus fort! : regard sur le sport mondialisé
Altermondialisme : mouvement antimondialiste ou réformateur?

Image en couverture:
Pierre-Luc Trudel,
Création graphique, 2012

LES DOSSIERS HISTOIRE ET CIVILISATION
Document produit dans le cadre de l'Activité synthèse du programme Histoire et civilisation sous la supervision de monsieur Charles Bourget.

Comité de rédaction: Carolina Reyes, Nicolas Trudel, Jessika Brûlé, Nicolas Counil, Alexis Montambault Trudelle, Noémie Parent-Barber, Dominique Thibault, Camille Thériault, Stéphane Jr Carroll, Caroline Desruisseaux

Coordination du programme:
Charles Bourget
(819) 564-6350 poste 4407
charles.bourget@cegepsherbrooke.qc.ca
475, rue du Cégep
Sherbrooke, Qc
Canada, J1E 4K7

ISSN 1916-4041
© Cégep Sherbrooke, 2012.

Comité de lecture: Charles Bourget et Marie-Claude Lapalme

Introduction

Par le comité de rédaction

Nouvelle an à Times square, 2007,
New York, États-Unis,
Tiré du site Web *Times square new years*

Au-delà de la définition formelle du Bureau international du Travail (BIT), qui renvoie à la « libéralisation des échanges, des investissements et des flux de capitaux ainsi que de l'importance croissante de tous ces flux et de la concurrence internationale dans l'économie mondiale »[1], de nombreux penseurs depuis l'hypermodernité de la seconde moitié du XX^{e} siècle ont tenté de donner une forme, un sens, à la mondialisation, à travers leur propre vision de ce phénomène contemporain.

Tout d'abord, le terme *mondialisation* peut bien souvent se confondre avec *internationalisation* ou encore *globalisation*. Guy Rocher, professeur de sociologie à l'Université de Montréal et chercheur au Centre de recherche en droit public, tente de clarifier ces différents termes. Il donne une première définition de ces concepts comme étant « l'extension à l'échelle mondiale d'enjeux qui étaient auparavant limités à des régions ou des nations »[2]. Ainsi donc, si l'internationalisation réfère à des échanges de diverses natures (culturels, économiques, sociaux) entre nations et aux relations, pacifiques et conflictuelles, qui en résultent, la mondialisation signifie plutôt « une autre réalité, contemporaine celle-là : l'extension de ces relations et de ces échanges internationaux et transnationaux à l'échelle du monde, conséquence de la rapidité toujours croissante des transports et des communications dans la civilisation contemporaine »[3]. L'ère de l'Internet, qui est le nôtre, n'a de cesse de chambouler les interactions et les échanges internationaux par son instantanéité. La globalisation, quant à elle, porte plutôt l'empreinte d'un phénomène sociologique : « elle ferait référence à un *système-monde* au-delà des relations internationales, au-delà de la mondialisation, un fait social total au sens propre du terme, un référent en soi »[4]. Même si ces concepts peuvent se mêler et se confondre, les mêmes enjeux les lient.

Laurent Carroué a tenté de faire le même exercice dans l'introduction de son ouvrage, *Géographie de la mondialisation*. Les principaux termes utilisés sont mondialisation, globalisation, internationalisation et universalisation. Pour Laurent Carroué, il est clair que ces termes font partie d'un ensemble commun qui peut se retrouver sous le couvert de la mondialisation, chacun d'entre eux témoignant de concepts se liant les uns aux autres. La globalisation, par exemple, définit tout ce qui a trait aux interactions entre les milieux naturels et les actions humaines qui affectent le fonctionnement du globe terrestre et qui exigent donc des réponses globales et coordonnées à l'échelle planétaire[5]. Par contre, l'universalisation est plutôt employée lorsque l'on parle des nouvelles problématiques dans les champs politiques, juridiques et sociétaux qui intéressent l'ensemble des civilisations humaines[6]. L'internationalisation, elle, renvoie à la dynamique des relations et interactions dans la sphère des relations inter-

Défilé du nouvel an chinois, 2012
Paris
Richard Vialeron , Le Figaro

nationales entre États[7]. Tous ces concepts se voient englobés par le concept porteur qu'est la mondialisation et qui peut se définir comme le processus historique d'extension progressive du système capitaliste dans l'espace géographique mondial[8].

Riccardo Petrella, économiste et politologue italien, se questionne sur les enjeux qu'apportent cette nouvelle forme contemporaine de mondialisation. Il est également auteur de plusieurs ouvrages altermondialistes encourageant la solidarité dans les formes actuelles de la mondialisation pour la lutte des biens publics. Ainsi, il est l'un des pionniers d'une description différente, bien loin des économistes néolibéraux ; en effet, il utilise une formule simple : « L'air du temps rime avec mondialisation. Rarement a-t-on vu un mot affublé de tant de vertus explicatives sur le sens et le tourment de cette fin de siècle. Plus encore, la mondialisation serait devenue le passage obligé vers un avenir radieux »[9]. L'idée de progrès et de croissance vers un monde soi-disant meilleur est souvent employée pour décrire ce concept, mais non sans accompagnement d'une certaine critique.

Dans sa publication annuelle, *Les Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international (F.M.I) définit la mondialisation comme « l'interdépendance économique croissante de l'ensemble des pays du monde, provoquée par l'augmentation du volume et de la variété des transactions transfrontières de biens et de services, ainsi que des flux internationaux de capitaux et [...] la diffusion accélérée et généralisée de la technologie »[10].

Philippe Moreau Defarges, politologue français, partage cet avis en disant que la mondialisation est le trait dominant du monde de l'«après Guerre froide». Désormais, la priorité pour les États est de s'adapter à la compétition économique qui est enrichie par l'épanouissement des secteurs de l'informatique, l'électronique et les télécommunications[11].

Développement de la mondialisation

Alors que la première moitié du XX^{e} siècle marque davantage un repli des pays sur eux-mêmes qu'une ouverture sur le monde, la deuxième partie du siècle permit quant à elle la propagation d'un « idéal mondialisé » fortement inspiré de la culture américaine. En 1911, les Asiatiques mettent en place un quota d'immigration qui illustre bien cette fermeture, alors que le reste du monde suivit l'exemple un peu plus tard, aux alentours de 1921. De plus, les révolutions russes privent l'Europe d'un important partenaire économique et forcent la plupart des pays à ériger de fortes barrières douanières afin de protéger leur économie. Cet important repli de la part des pays industrialisés mena à la crise des années 1930 et ensuite au second conflit mondial[12].
Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le processus de mondialisation freiné jusqu'alors est relancé et s'accélère malgré la reconstruction de l'Europe, la mise en place du bloc soviétique puis les décolonisations qui limitent la portée des échanges de biens et de services. La mondialisation s'inscrit alors dans la création d'organisations internationales comme l'ONU, la Banque mondiale, le FMI, etc., ainsi que dans la généralisation des produits de la culture des États-Unis, en particulier

le cinéma. C'est l'appui financier des États-Unis en Europe qui permit de transmettre une culture américaine fleurissante, particulièrement après les années 1950. Les nouvelles institutions internationales promeuvent quant à elles le libre-échange et le multilatéralisme afin d'éviter le même genre de crise qui a mené à la Seconde Guerre mondiale[13].
Le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), créé en 1947, permet le recul des pratiques les plus nocives (dumping, quotas) et un abaissement très important des droits de douane : de l'ordre de 40% en moyenne en 1947. À partir de 1995, l'O.M.C. prend le relais de ce désarmement douanier. Les plans d'ajustement du F.M.I. imposent, quant à eux, un volet de libéralisation des échanges à de nombreux pays émergents. Ces mesures prises par les nouvelles instances internationales permettent d'amener le processus de mondialisation à un autre niveau[14]. Jusqu'alors davantage culturel, celui-ci devint rapidement économique et fut mené par la Guerre froide qui opposait les grandes puissances de l'époque (États-Unis et U.R.S.S.)[15].

À partir de 1945, les marchés financiers ont été réglementés nationalement et cloisonnés en réaction à la fin de la guerre. Sous l'influence du FMI et de la Banque mondiale, les marchés ont subi une triple évolution dite « les trois D », soit une déréglementation qui consiste en une abolition des contrôles des changes et des restrictions aux mouvements de capitaux) une désintermédiation ou un accès direct des opérateurs aux marchés financiers sans passer par des intermédiaires et un décloisonnement soit l'éclatement des «compartiments» qui existaient. De telle sorte qu'à partir de la fin des années 1970, un marché intégré des capitaux s'est peu à peu mis en place à l'échelle mondiale[16].

Au-delà des aspects géographiques, c'est donc une nouvelle logique financière qui est instaurée. C'est d'ailleurs pourquoi les spécialistes parlent plus de « globalisation » financière que de simple mondialisation. On peut dire en effet qu'aujourd'hui une sphère financière globalisée existe eu sein de l'économie mondiale. De plus, la mondialisation introduit une explosion sans précédent dans l'histoire des flux financiers à l'échelle du monde. Cette situation est engendrée en grande partie par les facilités d'échanges informatiques sur la Toile[17].

La globalisation financière a également favorisé le financement des entreprises et celui des balances des paiements. En supprimant les obstacles à la circulation du capital, elle a donné une impulsion sans précédent aux marchés financiers[18]. Force est de constater que les vrais gagnants au jeu de la finance internationale contemporaine sont principalement les firmes multinationales, les Trésors publics, les établissements de crédit et les investisseurs institutionnels, ce que le mouvement altermondialiste critiquera fortement[19].

Après la culture et l'économie, le XXI^{e} siècle permit une nouvelle étape dans le processus de mondialisation, soit celui de l'information. Bien qu'en partie déjà débutées avec les échanges informatiques qui facilitèrent les flux financiers, la création et la propagation d'Internet à travers le monde contribuèrent grandement à créer un

Publicité par Bradesco
Archive de l'Agence Neogama

monde fortement « globalisé ». Contrairement aux facteurs purement financiers, la mondialisation des technologies de l'information du type web, internet et autres médias touche directement les individus. L'exposition à des produits culturels étrangers (dessins animés japonais, cinéma indien, danses d'Amérique du Sud…) n'est plus le privilège d'une élite. Elle fait prendre conscience de la diversité des cultures au niveau international[20].

tamment, par la culture populaire, les habitudes alimentaires et l'art intellectuel. En plus de cultures émergentes dues à la mondialisation et aux mouvements humains, de nouvelles communautés étrangères se forment à l'intérieur même des sociétés occidentales.

L'impact imminent de la mondialisation ne transparait pas que dans le monde réel, mais affecte également le monde virtuel. La fusion des frontières crée depuis quelques dé-

Intérieur du bureau de la NASDAQ,
New York, États-Unis
Tiré du site Web *The NASDAQ Stock Market*

Afin de bien comprendre le concept de mondialisation et de ses différentes facettes, plusieurs sujets doivent être traités dans divers articles. La revue est donc divisée en 5 articles, qui ensemble, donnent une perspective globale du phénomène de la mondialisation.

Parmi les éléments fondateurs de la mondialisation, l'émergence du néolibéralisme est sans nul doute incontournable pour une bonne compréhension de la globalisation. Depuis les années 1970, l'on assiste à une accélération exponentielle du néolibéralisme. Ce phénomène est dû en partie par la mise en place d'institutions économiques internationales, de grands personnages porteurs de l'idéologie et d'une conjoncture politique imminente. L'article « Néolibéralisme, entre apogée et crise » se concentra donc sur l'avènement du néolibéralisme, ses conséquences ainsi que ses récents déboires.

L'avènement d'une culture globale, autre phénomène central de la mondialisation, est visible à travers différentes facettes de la culture. La propagation se fait, no-

cennies une influence sans précédent sur l'univers de l'information. Les médias sont alors sans nul doute un facteur incontournable dans l'avènement de l'hégémonie occidentale à l'échelle planétaire. Parmi les médiums les plus populaires, la télévision et internet participent fortement à la propagation de la mondialisation sur l'entièreté du globe.

Le sport professionnel, depuis l'avènement des Jeux olympiques de l'ère moderne et plus particulièrement depuis 1970, tente de représenter un idéal symbolique prôné par les valeurs mondialisées. Toutefois, il devient rapidement soumis aux dérives économiques que la mondialisation entraîne en développant un marché immense qui se répand tout autour du globe.

Si la globalisation présente une politique néolibérale d'expansion et de croissance constante, caractérisée par une déréglementation des marchés depuis les trente dernières années, elle est aussi accompagnée par une prise de conscience planétaire. En effet, depuis la fin du siècle dernier, de nombreux mouvements activistes sont nés, s'attaquant aux bévues de la mondialisation – disparités sociales, problèmes environnementaux, dette, monopoles et abus humains. Cependant, depuis peu, on peut remarquer une

tendance d'unification et de radicalisation sous une seule et même bannière : un mouvement dit *alter*mondialiste, pour une *autre* ou *nouvelle* mondialisation. Or, Ce mouvement est-il né en réaction au nombreux travers de la mondialisation, où plutôt sous une nouvelle forme de critique, qui s'attaquerait aux principes fondateurs du système? L'article « L'altermondialisme : mouvement antimondialiste ou mouvement réformateur ? » a pour but de se pencher sur ce sujet si vif dans notre société actuelle en présentant d'abord une critique de la mondialisation selon plusieurs grands auteurs, suivit des revendications de plusieurs mouvements cosmopolites et de leur unification progressive.

Références :

1. Firouzeh, Nahanvadi, *Globalisation et néolibéralisme dans le tiers-monde*, Paris, Éditions L'harmattan, 2000, 237 p.
2. Daniel, Mercure, « La mondialisation : un phénomène pluriel», *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, De Broeck, Presses de l'Université Laval, 2001, 335 p.
3. *Loc. Cit.*
4. *Loc. Cit.*
5. Carroué, Laurent, *Géographie de la mondialisation*, Paris, Éditions Armand Colin, 2007, 294 p.
6. *Loc.cit.*
7. *Loc.cit.*
8. *Ibid.*, p. 5.
9. Dompierre, Daniel, «Riccardo Petrella : un intellectuel en croisade», *Nuit blanche, le magazine du livre,* n° 78, 2000, p. 56-60.
10. Mucchielli, Jean-Louis, « Mondialisation » dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], [http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/mondialisation/], (site consulté le 11 mai 2012).
11. Morea Defarges, Philippe, « Géopolitique » dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], [http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/geopolitique/#titre6], (site consulté le 11 mai 2012).
12. B. Blancheton, *Op. cit.*
13. Benichi, Régis, *Histoire de la mondialisation,* Paris, Éditions, Vuibert, 2008, 375 p.
14. B. Blancheton, *Op. cit.*
15. R. Benichi, *Op. cit.,* p. 113-115.
16. M. Aglietta, *Op. cit.*
17. J-L. Mucchielli, *Op. cit.*
18. R. Benichi, *Op. cit.*, p. 54-56.
19. *Ibid.*
20. B. Blancheton, *Op. cit.*

Thibaud Epeche
Anonymous contre la scientologie, 2011
Photographie

Néolibéralisme, entre apogée et crise

Par Carolina Reyes et Nicolas Trudel

Nous connaissons depuis le XX^e^ et davantage le XXI^e^ siècle, une expansion flamboyante des marchés économiques nationaux dans une perspective planétaire. En théorie, nous désignerons la mondialisation comme étant ce processus d'ouverture économique mondiale. Cela dit, la mondialisation ne pourrait pas être le fruit abouti d'un marché devenu planétaire sans la composante la plus cruciale de celle-ci, c'est-à-dire, le néolibéralisme. Dans cette optique, il est alors primordial de comprendre par le biais de quels moyens le néolibéralisme est parvenue à devenir un des éléments fondateurs de la mondialisation.

C'est à partir des théories idéologiques du libéralisme développé au XVII^e^ ainsi que du rejet graduel des idéologies divergentes que le néolibéralisme s'est progressivement imposé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale afin de devenir un des principes fondateurs de la mondialisation. Ce développement du néolibéralisme s'est orchestré en quatre phases à partir des fondements idéologiques initiaux. Cette évolution se cristallise lors des quatre dernières décennies, que l'on peut schématiser ainsi : années 1970, 1980, 1990 et 2000. Ces quarante années sont le théâtre d'une graduelle amplification des éléments libéraux au détriment des idéologies interventionnistes, et ce, dans un contexte de globalisation des marchés.

Fondements théoriques et définitions idéologiques économiques

Afin de situer d'importants concepts qui sont à la base même de l'histoire politique, quelques définitions s'imposent. Plusieurs courants idéologiques font surface au XX^e^ siècle, se bataillant sans cesse une place dans l'économie des États, pour finalement aboutir à la généralisation du néolibéralisme telle que nous la connaissons aujourd'hui. Cette lutte idéologique peut se traduire par l'opposition entre libéralisme et interventionnisme. De cette lutte découle l'État-providence, le Keynésianisme ainsi que la globalisation.

Le premier terme à définir remonte cependant bien plus loin que le XX^e^ siècle, les grands penseurs du libéralisme vécurent lors des Lumières. Cette idéologie politique se divise en deux grandes doctrines, le libéralisme politique et le libéralisme économique. Ces idéologies constituent une des premières réelles racines du néolibéralisme. La première, en grande partie théorisée par un anglais du nom de John Locke (1632-1704), préconise les libertés individuelles et le droit de propriété[1]. Locke est également le fondateur de ce que l'on appelle *l'État de droit,* qui prône les droits et libertés des hommes sur un plan individuel. Le libéralisme économique, est quant à lui, pensé en partie par Adam Smith (1723-1790), un économiste écossais. Cette doctrine vise davantage la liberté de profit et la libéralisation des marchés[2], à travers la théorie de la *main invisible* qui prétend que le marché a la capacité de se réguler par lui-même. Cependant, il est plus que primordial de distinguer le libéralisme et le néolibéralisme actuel, malgré certaines racines communes.

Un des économistes les plus connus de l'histoire, John Maynard Keynes (1883-1946), apporte dans ses théories plusieurs modifications à cette précédente vision du libéralisme, qui créa même une doctrine du nom de *keynésianisme*. Cette dernière favorise l'interventionnisme étatique, relativement ajustée selon le cycle économique de la période en question[3]. Keynes propose une multitude de suggestions afin de contrôler l'économie à l'aide de l'ap-

Siège actuel de la Banque centrale européenne, 2010, Francfort-sur-le-Main, Allemagne.

pareil gouvernemental, notamment l'augmentation des dépenses publiques dans divers secteurs et l'utilisation des politiques fiscales et monétaires[4]. Le keynésianisme est une des bases de ce qui prendra une place importante au cœur des États au milieu du XX^{e} siècle, l'État-providence.

La prospérité économique qui suivit la Seconde Guerre mondiale, principalement aux États-Unis, marqua grandement les politiques économiques des États. Il en découla une panoplie d'interventions gouvernementales, dans l'optique d'accentuer les services publics. Louis Gill, dans son œuvre *Le néolibéralisme*, définit l'État-providence comme suit : « l'État-providence, expression qui désigne la prise en main par l'État de l'ensemble des services publics que sont la santé, l'éducation, le logement social, le transport en commun et la protection sociale des sans-emplois, des personnes inaptes à travailler et des retraités »[5]. Bref, les politiques keynésiennes et l'État-providence sont directement en lien, afin de créer une économie contrôlée et régulée par l'État, ce qui différera fortement du néolibéralisme.

Idéologie maitresse du néolibéralisme et à la base de la majeure partie des sociétés actuelles, le capitalisme est un des concepts clés afin de comprendre les différentes politiques étatiques. Généralement, cette idéologie vise l'accumulation incessante de richesse et la croissance exponentielle de l'économie. Pour ce faire, le capitalisme favorise la concurrence et le secteur privé, qui sont des éléments de base du capitalisme. La marchandisation de tout ce qui a une valeur, incluant le travail en tant que tel, est au cœur de cette doctrine économique. Comme le capitalisme prône l'autonomie des marchés et la réduction maximale des interventions gouvernementales dans l'économie, la divergence et le contraste sont plus qu'évidents en comparant à l'État-providence, ainsi qu'aux théories de John Maynard Keynes[6].

Dernier concept à situer, cette fois-ci dans les précédentes décennies, la globalisation est un phénomène grandissant et central dans la problématique actuelle. Le terme globalisation pourrait être également être traduit par *mondialisation économique*, qui sont à proprement parler, synonymes. La mondialisation touche une multitude de domaines, mais toujours dans la même perspective d'internationalisation. Dans le domaine politique, on parle de globalisation, qui passe par de développement d'une économie mondiale inter-reliée[7]. L'accentuation des échanges commerciaux, l'agrandissement des marchés, l'augmentation de la production, la création de zone de libre-échange et le transfert incessant de capitaux sont les facteurs primordiaux de la globalisation, le tout, coordonné par de multiples organisations et institutions internationales. Enfin, la globalisation est l'émergence d'une économie mondiale, basée sur le néolibéralisme et les valeurs capitalistes, contrastant grandement des politiques keynésiennes et de l'État-providence, tout en trouvant toutefois quelques racines dans l'idéologie libérale des Lumières.

En somme, ce sont ces concepts qui structurent l'idéologie néolibérale. Ce courant de pensée politico-économique fut fondé déjà dans les années 1940 par l'économiste autrichien Friedrich von Hayek, puis perfectionné moins d'une décennie plus part par l'économiste américain, Milton Friedman (1912-2006), pour finalement se reprendre et s'implanter dans les années 1970, d'abord en Grande-Bretagne et aux États-Unis[8].

Logo officiel du FMI, 1944,
Tiré du site web *Fond monétaire international*.

Mise en place d'institutions économiques internationales

Les années 1970 sont marquées par les premières réelles racines du développement du néolibéralisme. De nombreuses institutions économiques voient le jour; elles visent en général la coopération économique internationale. Certaines de ces dernières sont toujours en activité aujourd'hui, après avoir grandement favorisé le rapprochement d'innombrables pays, ce qui constitue un pas incontournable vers la mondialisation.

L'effondrement du système monétaire de Bretton Woods en 1971 fut un premier pas vers la création d'une économie libérale sur le plan international, notamment grâce à son héritage. Cet accord signé le 22 juillet 1944[9] visait la mise en place d'une coopération économique mondiale accrue centrée en partie autour du dollar américain[10]. Un autre objectif non négligeable était également de contribuer et d'aider à la reconstruction des pays touchés par la Seconde Guerre mondiale. Malgré sa chute définitive en 1971, en laissant toutefois d'importantes traces dans la société. Il s'agit de deux grandes institutions internationales, toujours en activité aujourd'hui et primordiale au développement d'une économie mondiale, le FMI (Fonds monétaire international) et la BM (Banque mondiale).

L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, également connu sous l'acronyme GATT, est l'un des ancêtres de l'Organisation mondiale du commerce. Signé en 1947, cet accord a pour but à réduire les prix pour les consommateurs, notamment en créant des tarifs douaniers

harmonisés et une zone de libre-échange entre les 23 pays signataires[11]. Cela entrainait alors une meilleure coordination de la production et favorisait des secteurs d'emplois selon les régions ou les pays. Malgré qu'il n'y avait dans cet accord que 23 pays à la base, plusieurs autres se sont joints afin d'obtenir quelques 120 pays en 1994. À cette même période voit le jour l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce. Le GATT n'étant qu'un simple système politique, l'OMC s'implante en tant qu'institution, une organisation internationale d'envergure.

Le FMI, créé en 1944 avait comme objectif initial de contrôler l'économie mondiale afin d'éviter qu'un autre krach boursier d'importance se produise, suite à celui de 1929[12]. Depuis 1976, l'institution a réorienté ses objectifs et cible désormais l'accroissement de la coopération économique internationale, afin entre autres de réduire le taux de pauvreté et de diminuer le taux de chômage. Les États dans le besoin peuvent alors compter non seulement sur la contribution d'experts pour les aider à redresser leur économie, mais aussi d'importants prêts financiers. Le FMI compte aujourd'hui pas moins de 188 pays membres et se situe sur toutes les parties du globe. Cependant, les effets à long terme peuvent comporter des éléments négatifs, l'endettement des pays du Sud face à ceux du Nord en est l'exemple type. Mais il en résulte tout de même que le FMI est une institution majeure du développement économique international, un élément clé de la mondialisation économique.

Autre institution créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la BM (banque mondiale) est également un acteur incontournable de l'économie mondiale. Son objectif principal est, tout comme pour le FMI, lutter contre la pauvreté dans le monde en apportant une aide financière et technique. La BM regroupe deux organismes d'envergure, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (AID)[13]. Au cours des années, les objectifs de la BM ont légèrement changés, mais la rectification centrale de leur politique se caractérise par les pays qu'elle accepte d'aider. Jusqu'à la chute de bloc de l'Est, uniquement les pays de l'Ouest, donc les États capitalistes, sont éligibles à recevoir une aide de la Banque mondiale. Suite à la dissolution de l'URSS, tous les pays peuvent recevoir une aide de la Banque mondiale, ce qui propage désormais l'idéologie occidentale partout sur le globe.

C'est différentes idéologies et institutions internationales constituent alors un premier jalon incontournable de la mondialisation.

Le libre-échange porté par des figures phares

Les années 1980 marquent un tournant majeur, par l'affirmation du néolibéralisme, débutant une accession exponentielle sans précédent. Cela est en grande partie tributaire d'importants personnages de l'époque, qui ont façonné la société néolibérale ainsi que de la généraliser à travers l'Occident, et même bien plus. Bien entendu, certains noms sont incontournables, Margaret Thatcher, Ronald Reagan et Brian Mulroney en sont des exemples types. Chacun d'eux a établi, autant à l'interne qu'à l'externe de leur pays, des politiques favorisants l'idéologie néolibérale ainsi que le libre-échange économique.

Commençons d'abord par la seule femme qui fut première ministre du Royaume-Uni et une des plus célèbres politiciennes de son pays, surnommé la dame de fer, Margaret Thatcher. Celle-ci occupa ses fonctions d'élue de 1979 à 1990 en dirigeant le Parti conservateur[14]. Sa célébrité vient en grande partie de ses mesures économiques, que certains ont qualifiées de radicales, puisqu'elle privilégiait une idéologie de droite, très libérale et conservatrice. Margaret Thatcher accède au pouvoir dans une période de difficulté économique au Royaume-Uni. Elle ne tarde pas à appliquer ses premières réformes qui visent la réduction significative des dépenses publiques et par conséquent, de la dette de l'État. Le « thatchérisme » peut se résumer ainsi : *Suppression du contrôle des changes, libération des prix et des salaires, déréglementation du marché des capitaux en octobre 1986, fiscalité réduite pour les entreprises, restrictions budgétaires drastiques et coupes claires dans les dépenses sociales, privatisations dans le secteur nationalisé, épreuve de force avec les syndicats (grève des mineurs brisée en 1985) ont constitué une stratégie conservatrice dont l'objectif était d'enrayer le déclin britannique, mais qui est devenue un modèle libéral pour de nombreux pays industriels* »[15]. Elle décide également de populariser le capitalisme en utilisant sa position d'influence pour inciter les citoyens à investir davantage en bourse et d'utiliser ce moyen afin de s'enrichir. Margaret Thatcher a alors sans nul doute contribué à l'essor du néolibéralisme à l'interne de son pays.

Pour ce qui est de ses politiques extérieures, Thatcher entretient d'étroits liens avec le président américain Ronald Reagan, dont elle partage également les objectifs de libre-échange économique et les principes anticommunistes. Ces deux dirigeants se prêtent main-forte à diverses reprises dans une perspective de rapprochement des deux pays ainsi que de l'accentuation du libre-échange. Dans cette optique, la dame de fer vise également à faire de l'Europe un espace de libre-échange tout en s'opposant à une centralisation des pouvoirs. Elle réclame également que le Royaume-Uni paye une somme moindre à la communauté européenne en affirmant qu'ils déboursent beaucoup plus qu'ils ne reçoivent et que l'argent pourrait être investi à même les services publics du pays[16]. Elle conçoit donc l'Europe comme un espace qui doit favoriser la concurrence et se positionner dans une perspective de déréglementation économique internationale.

Son homologue américain, le président Ronald Reagan partage une idéologie similaire. Avec deux mandats, entre 1981 et 1989, il fut préalablement gouverneur de la Californie après avoir pris sa retraite des studios d'Hollywood[17]. Sa présidence est marquée par l'idéologie de droite du Parti républicain, notamment en misant sur une importante réduction des impôts sur le revenu, signée dans la loi bipartisane *Economic Recovery Tax Act* de 1981. Dans la même philosophie, Reagan instaure à travers la *Job Training Partnership Act* de 1982 des partenariats publics et privés accrus, s'inscrivant dans une démarche de création d'emplois. Diverses autres politiques portant sur la fiscalité sont appliquées par le président

Reagan, toujours dans une idéologie de droite républicaine.

Du côté de ses politiques extérieurs, il est sans aucun doute primordial de le citer comme l'un des acteurs vainqueurs de la Guerre froide. Margaret Thatcher a même affirmé que Reagan était le président qui avait réussi à gagner la guerre froide sans tirer un seul coup de feu. Les deux mandats de ce président américain furent également touchés par certain conflits internationaux, tel qu'avec la Lybie, en plus que Reagan a considérablement réduit les dépenses publiques, exceptées dans le domaine militaire, qui eux ne cessaient d'être augmentées[18]. Ceci démontre alors, comme à de nombreux moments dans l'histoire des États-Unis, que ce pays s'ingère à travers le monde et tente de non seulement d'influencer, mais également d'imposer son système et ses valeurs. Pour ce qui est du côté économique, Reagan s'inscrit dans une optique comparable à celle de Margaret Thatcher, c'est-à-dire dans une perspective de dérèglementation financière. Cela entraîne donc sur le plan international un accroissement de la compétition et une ouverture exceptionnelle des marchés.

Le Canada suit également cette vague idéologique des années 1980 avec le premier ministre, chef du Parti progressiste-conservateur, Brian Mulroney. Celui-ci gouverna le pays de 1984 à 1993, après avoir été pour une courte période chef de l'opposition officielle[19]. À l'interne, il priorise la privatisation de plusieurs sociétés d'État, notamment Air Canada, Canadien National et Petro-Canada. Mulroney tente également de régler la question constitutionnelle et d'unir davantage le Québec au reste du Canada avec l'accord du lac Meech, qui fut cependant un échec. Sur le plan extérieur, il entretient d'étroites relations avec le président Reagan, ce qui lui permit de conclure deux ententes importantes concernant le commerce Nord-américain[20]. Dans un premier temps, l'Accord de libre-échange canado-américain (ALE) signé en 1987 crée une zone de libre-échange entre le pays de Reagan et celui de Mulroney. Cet accord sera supplanté par son petit frère, l'Accord de libre-échange économique nord-américain (ALENA) en 1992, intégrant le Mexique à cette zone de libre-échange[21]. L'ALÉ et l'ALÉNA s'inscrivent donc dans une optique de développement du commerce international, de réduction dans une perspective d'élimination des tarifs douaniers, afin d'élargir les marchés et abolir éventuellement les frontières au niveau commercial.

Les années 1980 marquent donc la première réelle période de dérèglementation financière, avec des gouvernements de droite dans plusieurs pays, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada. De cela en découle une ouverture des marchés, un commerce international accru, contribuant fortement à la mondialisation, l'accentuant même à une vitesse exponentielle.

La conjoncture politique au service du néolibéralisme

Vers la fin des années 1980 la tendance était déjà vers la droite. Plusieurs pays occidentaux, presque tous les pays de l'Europe du Nord (sauf la Suède, l'Autriche et la Norvège, se tournent vers un gouvernement de droite. De plus, certains pays dirigés par des partis davantage socialistes ou des partis se réclamant en étant de la classe ouvrière (France, Espagne, Italie, Grèce) ont progressivement adhéré à des politiques néolibérales. Ils ont ainsi

Lee Corkan,
Porte de Brandebourg et mur de Berlin, 1989,
Photographie,
Departement of defense Photography, États-Unis.

laissé de côté leur objectif du plein emploi, au profit de la lutte contre l'inflation, du contrôle du déficit budgétaire, des privatisations, entre autres[22].

Par ailleurs, des événements de grande ampleur historique ont permis d'offrir un grand élan à l'expansion planétaire du néolibéralisme. La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement définitif de l'Union soviétique avec ses satellites en 1991 sont notamment le résultat concret de *l'inaptitude de l'économie planifiée fondée sur la propriété étatique des moyens de production à diriger les destinées de l'humanité*[23]. C'est un grand coup pour l'idéal communiste qui a contribué à la mise en place de nouveaux gouvernements néolibéraux. On note déjà chez les ex-membres qui dirigeaient l'appareil répressif soviétique, un certain degré d'attachement aux théories développées par von Hayek et Friedman. Ainsi, après l'effondrement du système soviétique, le pays ouvrait ses portes à une économie de marché, pas la plus victorieuse et avec ses doses de mafia, mais on compte alors les premiers pas vers une ouverture de la mondialisation.

L'effondrement de l'URSS a été un apport majeur afin de soutenir *la condamnation néolibérale de l'État-providence, de l'économie mixte et de l'interventionnisme étatique*[24]. Tout au long de la première décennie des années 1990 le néolibéralisme a pu s'affermir, alors qu'il était déjà bien implanté dans certains cas, permettant ainsi plus facilement de s'étendre à l'échelle planétaire. Dorénavant, la propagation des mesures économiques néolibérales connait un élan au même moment en Amérique latine. Au Mexique, les élections en 1988 représentent un grand virage vers la droite, cela se poursuite en Argentine

Portrait officiel de Ronald Reagan (1911-2004), 1981, Washington D.C., États-Unis
Tiré du site web *The White House*.

en 1989, de même pour le Brésil en 1989 aussi, ainsi que pour le Venezuela la même année[25].

D'autre part, en Europe, le tournant néolibéral atteint différents pays. La France voit la supplantation des socialistes par la droite en 1993. L'Espagne est désormais dirigée par Jose Maria Aznar et son Parti populaire. Même la Suède connait, en 1991, la victoire d'un front de la droite au détriment des sociaux-démocrates[26]. L'intégration néolibérale de l'Europe est depuis plusieurs années déjà amorcée. On remonte au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale alors que l'idée d'une Europe unie et solidaire était de la mise. Ce désir d'unification se consolide en 1992 avec la signature du traité de Maastricht par les pays membres de la Communauté économique européenne (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Grèce, Espagne et Portugal)[27] et renforcé en 1997 avec le traité d'Amsterdam, qui visait principalement une coopération judiciaire au sein de la communauté européenne. Ce dernier traité entre en vigueur en 1999, tout comme l'élément crucial de l'intégration économique de l'Europe, l'unification monétaire. L'entrée en vigueur de l'euro, le 1er janvier 1999, est accompagnée *d'une Banque centrale européenne (BCE) désormais responsable, en tout indépendance, de la politique monétaire des pays membres*[28], ainsi que *de la préservation de la stabilité des prix par le jeu des taux d'intérêt*[29]. L'ensemble des politiques publiques nommées précédemment ont fait en sorte, principalement au cours des années 1990 et dans un contexte du néolibéralisme triomphant, de structurer l'Europe vers un marché unique qui se charge *d'assurer la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux*[30].

Les années 1990 sont aussi le scénario de l'arrivée en jeu de différentes institutions supranationales, accords et groupes d'intérêt économiques. On pense déjà à la Banque centrale européenne, mais plus encore à l'OMC, qui succède à la GATT en 1995, et ayant pour but de *favoriser le développement du commerce international en organisant une ouverture progressive et négociée des marchés nationaux via la réduction des droits de douane et autres obstacles à la circulation des biens et services*[31]. Cette institution est le résultat de ce nouveau néolibéralisme mondial du XXIe siècle, c'est-à-dire une institution adaptée aux besoins et attentes qu'exige la mondialisation du capital. La sphère financière étant au cœur de la mondialisation, une stratégie économique « globale » est des plus dominantes[32]. Néanmoins, depuis sa création au milieu de la décennie 90, l'OMC est le terrain où différents conflits commerciaux prennent lieu entre les diverses grandes puissances; bloc américain contre bloc européen, des pays du Nord contre des pays du Sud. Des tensions sont souvent présentes et seront au centre des différents conflits qui prennent place au cours des années 2000[33]. En outre, le néolibéralisme encourage la mondialisation par des accords économiques à grande échelle, voir planétaire, comme l'ALÉNA, dont plusieurs voient cet accord comme une réplique de la coopération européenne avec leur traité de Maastricht (1992)[34]. Plus encore, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) est un projet de communauté économique entamé en 1994 semblable à l'ALÉNA, mais dans à plus grande dimension. Ce projet

Logo officiel de l'OMC, 1995,
Tiré du site web *Organisation Mondiale du Commerce*.

est toujours en vigueur aujourd'hui et comporte 34 gouvernements démocratiques du continent américain. Le but de la ZLÉA est principalement de *veiller à la prospérité, à la démocratie et à la libéralisation des marchés pour les produits et les services dans l'hémisphère*[35]. *Tout de même, malgré les avantages économiquement profitables de cette grande zone de libre-échange, la ZLÉA est fréquemment objet de nombreuses critiques à l'égard de son efficacité et son véritable apport chez les populations des pays concernés*[36]. Dans le même ordre d'idées, un dernier exemple est le Groupe des 20 (G20). Crée en 1999, le G20 regroupe dix-neuf États et l'Union européenne dans le but de favoriser l'économie globale à travers un dialogue entre les puissances montantes ou en développement. C'est une façon d'assurer et soutenir la prospérité de l'économie mondiale par le biais de différentes décisions prises lors des sommets du G20[37]. Ces différentes organisations, accords ou institutions font l'effet de nombreuses critiques altermondialistes (concernant l'environnement, la justice sociale, les programmes sociaux, l'éducation, entre autres) qui seront au cœur de la décennie qui suit.

Essoufflement et limite du néolibéralisme

Avec le début de la déréglementation financière dans les années 1980 et les différentes pratiques économiques développées au cours de la transition du libéralisme vers le néolibéralisme, des conditions propices à l'essor de crises financières ont fait surface. Parmi ces pratiques économiques, les banques sont des acteurs principaux. En effet, déjà au cours de la décennie 1980, le secteur bancaire composait avec de nombreuses difficultés. Pour ce faire, les banques se sont tournées vers des prêts dits à risque élevé, par exemple : *prêts aux pays sous-développés, spéculation immobilière, participation à des montages financiers dans le cadre d'acquisitions d'entreprises financées en partie par l'émission d'obligations à haut rendement mais à risque très élevé*[38]. Par conséquent, diverses banques se sont retrouvées dans des situations difficiles, sans négliger que plusieurs d'entre elles ont fait faillite (notamment des centaines aux États-Unis). Par ailleurs, on note dans la sphère financière une autre pratique économique, fruit des politiques néolibérales, la spéculation. Cette dernière devient, à travers les marchés financiers (lieux, géographiques ou virtuels, qui *permettent la confrontation de l'offre et de la demande de capitaux*[39]), une composante et une pratique normale de la sphère financière. Bien sûr, la spéculation comporte des risques. D'autant plus, la sphère financière est reconnue comme un lieu favorable à la manipulation et la fraude, où l'on cherche à maximiser le profit. De ce fait, l'éclatement de la bulle financière dans les années 2000 est le résultat concret qui découle de cette chaîne économique[40].

On connait en mars de l'année 2000 l'éclatement de la bulle financière entrainant avec elle une chute assidue des cours boursiers qui, pendant environ deux ans, a *anéanti des milliers de milliards de dollars d'actifs financiers, [a] priv[é] de leur emploi des dizaines de milliers de salariés, [a] ruin[é] des millions de petits investisseurs et m[it] en péril les retraites reposant sur des placements qui se sont volatilisés*[41]. Afin de mieux illustrer ces propos, l'exemple de l'indice *Dow Jones* est véritablement représentatif. Le *Dow Jones Industrial Average* est le plus ancien indice boursier qui existe, crée en 1897 par le Wall Street Journal, il regroupe trente valeurs cotées (entreprises importantes) qui sont sélectionnées afin *de refléter la tendance générale des cours à la Bourse de New York (Wall Street)*[42]. En janvier 2000, le Dow Jones avait dominé avec 11 700 points, alors qu'il chutait à 7 800 en juillet 2002, ce qui représentait une perte de 33% de sa valeur[43]. Déréglementation et spéculation sont au cœur de cet éclatement financier, la croissance boursière était plus forte que la croissance économique réelle.

Quelques années plus tard, l'économie mondiale connait un dérangement majeur. Pour deux raisons particulières, l'éclatement de la bulle immobilière et une forte hausse des prix des matières premières, la crise des *subprimes* éclate en 2007 et se fortifie au cours de l'année 2008[44]. Il est question ici, dans un premier temps, de *prêts hypothécaires à haut risque* accordés à des familles afin que celles-ci puissent acheter un logement. Généralement, ces prêts à haut risque étaient accordés avec des taux d'intérêt faibles pendants les premières années, mais qui augmentaient fortement par la suite, faisant en sorte que des nombreuses familles ne pouvaient pas payer l'hypothèque de leur nouveau logement. On se retrouve en 2007 avec environ 1.3 million d'habitations saisies aux États-Unis. De telle sorte que les banques se retrouvent avec des nombreuses dettes, ainsi que les emprunteurs. On compte, seulement dès juillet 2008, déjà 435 milliards de dollars en pertes. Ensuite, l'effondrement du boom des matières premières est un autre facteur responsable de cette crise économique. Le prix du pétrole est à son maximum (plus de cent dollars le baril), en raison de la grande demande

de la part de la Chine et de l'Inde, ce qui affecte grandement l'Amérique du Nord et l'Europe. Cette hausse des prix est reliée entre le coup du logement, le prix du carburant ainsi que celui des denrées alimentaires, puisque celles-ci dépendent des produits pétroliers pour leur transport. L'économie nord-américaine et européenne connaissent de la sorte un ralentissement important ayant des conséquences considérables dans les pays les plus développés de l'Europe. Dès lors, la zone euro se retrouve dans une situation socio-économique périlleuse[45].

La crise américaine des *subprimes* vient affecter dès 2008 le continent européen et l'existence même de leur monnaie unique, l'euro. De plus, avec les élections en octobre 2009 en Grèce, l'ampleur de la dette publique est finalement dévoilée, 300 milliards d'euro en 2009, et n'est longuement plus cachée par l'ancien gouvernement de droite et les banques américaines (spécifiquement la Goldman Sachs). La création de l'euro en 1999 a fait en sorte de favoriser l'économie de certains pays en abaissant les taux d'intérêt, ce fut notamment le cas de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de l'Irlande. Tout de même, l'inflation dans ces pays était plus élevée en comparaison avec le reste de la zone euro, ainsi ils profitaient de taux d'intérêt très bas. Avec le temps, l'endettement privé ne faisait que monter, provocant alors l'apparition de majestueuses bulles immobilières. Depuis 2007, les pays les plus concernés affichaient des déficits extérieurs importants, ce qui les a conduits à la crise que l'on connait actuellement. Par exemple, la Grèce présentait un déficit extérieur courant de 15% de son PIB (Produit intérieur brut : *mesures principales utilisées par les décideurs, les institutions financières et autres entreprises pour évaluer la santé de l'économie*[46]), 10% pour l'Espagne et 9% en ce qui concerne le Portugal. Les solutions envisagées sont toujours d'actualité, il est question de mesures d'intervention à court terme mais ce n'est pas toujours de l'accord de tous. Pour sa part, l'Allemagne craint la reprise de l'inflation et la dévaluation de l'euro (notamment à cause du traumatisme de l'hyperinflation des années 1920). Bref, plusieurs pays victimes de la crise font appel à des mesures d'austérité excessives dans le cadre d'une économie en récession. La Banque centrale européenne semble figée devant la situation, alors qu'elle détient une grand part de responsabilité (obsédée dans une lutte contre l'inflation, aucune mesure n'a été entreprise à temps lors de la montée de l'endettement privé). Nous nous retrouvons alors devant une situation politique, sociale et économique très délicate souvent décrite comme étant le résultat des mesures prônant le laisser-faire et l'anti-interventionnisme tant défendu par les libéraux[47].

L'évolution chronologique du néolibéralisme illustre clairement le développement de celui-ci au profit d'un nouveau marché économique mondial fondé grandement sur des politiques de libre-échange. L'histoire témoigne, dès les années 1970 et 1980, l'émancipation des théories néolibérales et la transition du libéralisme vers le néolibéra-

Intérieur de l'édifice de la New York Stock Exchange,
New York, États-Unis.

lisme, notamment à travers les mesures d'intervention de trois grands politiciens : Margaret Thatcher, Ronald Reagan et Brian Mulroney. Des institutions économiques ont également permis ce développement néolibéral dans une perspective planétaire, entre autres par le biais du FMI, de la GATT, de l'OMC, la BM et de la BIRD. Ainsi, ces deux décennies sont au cœur du développement économique au profit de la déréglementation financière. Plus encore, la décennie 1990 est le terrain de jeu du néolibéralisme triomphant suite à l'effondrement définitif de l'URSS. Alors, on connait pendant environ dix ans, une forte montée des politiques néolibérales à travers des accords économiques (ALÉNA, ZLÉA), des gouvernements autrefois gauchistes qui se tournent vers une économie de droite, des regroupements d'intérêt économique à grande échelle planétaire (G20), ce qui alimente l'effet de mondialisation occidentale partout sur le globe. Le néolibéralisme est donc devenu plus qu'un système politique et économique, mais bien un élément moteur de la mondialisation, un des fondements indéniable de celle-ci. Cela dit, la décennie suivante réserve un tournant majeur pour le néolibéralisme. En effet, les années 2000 sont le regroupement de plusieurs crises économiques : éclatement de la bulle financière en 2001, la crise des *subprimes* en 2008 et la crise de la zone euro. En d'autres termes, le néolibéralisme traverse concrètement une crise.

L'histoire des précédents siècles démontrent une leçon essentielle, tout excès conduit à une chute imminente. Toutes idéologies a connu une fin différente, de la défaite sans condition au triomphe exubérant. Personne ne peut dire où en est le néolibéralisme dans son histoire, mais sans aucun doute, il doit faire ses preuves plus que jamais. Ayant déjà outrepassé les frontières pour dominer sur les cinq continents, il doit maintenant éviter un destin dramatique, la chute unilatérale non seulement de l'Occident, mais de l'ensemble des civilisations partout autour du globe.

Chrysler Building, 2009
New York, États-Unis

F. Balle, « Libéralisme », dans *Encyclopédie Universalis*, [ar

Ibid.

G. Caire, « Keynes, John Maynard (1883-1946) », dans *Ency*

L. Gill, *Le néolibéralisme*, p. 11.

Ibid.

édie Universalis, [

on financière », d

de (1944) », dans

dans *Encyclopéd*

ement on Tariffs
salis, [article en li

ie de l'État du mo

s internationales

B. Lemonnier, « THATCHER, Margaret (1925-), dans *Encycl*

F. Demier, « THATCHERISME ET REAGANOMICS », dans *Encyclo*

B. Lemonnier, *Op. cit.*

1. F. Balle, « Libéralisme », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 17 mai 2012).
2. *Ibid.*
3. G. Caire, « Keynes, John Maynard (1883-1946) », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 17 mai 2012).
4. L. Gill, *Le néolibéralisme*, p. 11.
5. *Ibid.*
6. D. Plihon, « Capitalisme », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 17 mai 2012).
7. M. Philippe, « Mondialisation, Globalisation financière », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 17 mai 2012).
8. L. Gill, *Op. cit.*, p. 10-12.
9. A-P. Rodet, « Bretton Woods, conférence de (1944) », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 16 mai 2012).
10. F. Demier, « Accords de Bretton Woods », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 16 mai 2012).
11. M-F. Baud-Babic, « G.A.T.T. (General Agreement on Tariffs and Trade) ou ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS & LE COMMERCE », dans *Encyclopédie Universalis,* [article en ligne], (site consulté le16 mai 2012).
12. État du monde, « FMI », dans *Encyclopédie de l'État du monde*, [article en ligne], (site consulté le 16 mai 2012).
13. M-F. Baud-Babic, « Institutions financières internationales », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 16 mai 2012).
14. B. Lemonnier, « THATCHER, Margaret (1925-), dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 7 mai 2012).
15. F. Demier, « THATCHERISME ET REAGANOMICS », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 7 mai 2012).
16. B. Lemonnier, *Op. cit.*
17. P. Melandri, *Op. cit.*
18. *Loc. cit.*
19. Universalis, « MULRONEY, Brian (1939-) », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 7 mai 2012).
20. *Loc. cit.*
21. Universalis, « A.L.E.N.A. (Accord de libre-échange nord-américain) ou N.A.F.T.A. (North American Free Trade Agreement) », *Encyclopédie Universalis*, [en ligne], (7 mai 2012).
22. L. Gill, *Le néolibéralisme,* p. 21-22.
23. Ibid., p. 22.
24. *Ibid.,* p. 23.
25. *Ibid.,* p. 24.
26. *Loc. cit.*
27. Universalis, « Union européenne », dans *Encyclopédie Universalis,* [article en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
28. L. Gill, *Op. cit.,* p. 35.
29. *Ibid.,* p. 36.
30. L'Europe s'engage en Auvergne, *Qu'est-ce que le marché unique?,* [en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
31. M-F. Baud-Babic, « Naissance de l'O.M.C », dans *Encyclopédie Universalis,* [article en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
32. L. Gill, *Op. cit.,* p. 37-38.
33. G. Labaki, « O.M.C (Organisation mondiale du commerce », dans *Encyclopédie Universalis,* [article en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
34. Universalis, « A.L.E.N.A (Accord de libre-échange nord-américain ou N.A.F.T.A (North American Free Trade Agreement », dans *Encyclopédie Universalis,* [article en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
35. Affaires étrangères et Commerce international Canada, *Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA),* [en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
36. A. Noël-Choquette, « La ZLÉA, un avenir incertain », 13 novembre 2005 dans *Perspective Monde – Université de Sherbrooke,* [article en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
37. K. Amadeo, *G-20 – What is the group of 20?,* [en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
38. L. Gill, *Op. cit.,* p. 44-45.
39. T. Crovetto, *Définition des marchés financiers,* [en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
40. L. Gill, *Op. cit.,* p. 46.
41. *Ibid.,* p. 68.
42. Universalis, « Indice Dow Jones », dans *Encyclopédie Universalis,* [article en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
43. L. Gill, *Op. cit.,* p. 68.
44. N. Sagnes, « Économie mondiale 2008 : de la crise financière à la crise économique », dans *Encyclopédie Universalis,* [article en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
45. D. Keating, « La crise économique expliquée aux nuls », dans *Café Babel : le magazine européen,* [article en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
46. Statistique Canada, *Produit intérieur brut (PIB),* [en ligne], (site consulté le 28 avril 2012).
47. G. Duval, « Crise de l'euro : pas de solution en vue » dans *Alternatives internationales,* p. 32-35.

Panneau de Wall street,
New York, États-Unis

Multiculturalisme: l'avènement d'une culture globale

Par Jessika Brûlé et Nicolas Counil

Dans le cadre de la mondialisation, plusieurs perspectives peuvent être observées afin de bien comprendre la portée de cette globalisation du monde. Évidemment, après avoir abordé le concept de la politique, le néolibéralisme, dans l'article précédent, il est alors possible de traiter d'un aspect plus culturel de la mondialisation, c'est-à-dire le multiculturalisme. Ce multiculturalisme est un phénomène inhérent à la mondialisation alors que l'on assiste à un brassage sans précédent de culture. En d'autres mots, c'est l'avènement de la coexistence de plusieurs cultures dans une même société. Pourtant, ce brassage multiculturel demeure somme toute superficiel par l'adoption internationale de pratiques culturelles ethniques anecdotiques alors que le fond d'échange culturel principal s'organise autour de la propagation d'un noyau de culture occidentale. En effet, en regardant plusieurs aspects du multiculturalisme et devient clair que sa réalité est donnée par un noyau de culture occidentale. Avec les habitudes alimentaires, le patrimoine, l'intégration des cultures immigrantes et la culture populaire et intellectuelle, le multiculturalisme est en fait le promoteur d'une mondialisation occidentalisée.

Les habitudes alimentaires dans le monde

Un échange entre deux cultures, ici la culture occidentale et non-occidentale, se fait rarement de façon équitable. La plupart du temps, la plus puissante gagne sur tous les tableaux. En contrôlant les réseaux commerciaux, il est plus facile et plus favorable d'imposer ses habitudes, son mode de vie et ses valeurs. Ainsi, tout ce que fait la société dominante, culturellement parlant, est jugé supérieur par la société dominée[1]. Cette culture occidentale semble alors plus reluisante aux yeux des cultures non-occidentales, car la puissance dont elle dispose est grande tant du côté politique, symbolique ou commerciale. Puis, parce que cette société vit selon des modes de vies séduisants, faciles, confortables et agréables. Si l'on regarde du côté de l'alimentation, celle-ci constitue un élément essentiel de la diversité des cultures. La convergence des pratiques alimentaires, en dépit de leur apparente diversité est caractéristique des nouveaux modes de vie fluides et atomisés, autant que des façons de travailler et de consommer[2]. S'il est vrai que nous sommes ce que nous mangeons, et que la mondialisation change nos habitudes par les voyages, les résidences multiples, le plurilinguisme, la consommation de produits culturels non autochtones, etc., alors, nos manières de manger changent aussi avec nos nouvelles temporalités individuelles et collectives[3]. Si l'alimentation est un fait social total, il faut donc la penser maintenant comme un fait social caractéristique de la mondialisation[4]. Il existe plusieurs façons de manger en fonction des cultures. Les hommes, assis par terre, à genoux, accroupis ou couchés, mangent dans des bols, des écuelles, dans des plats communs, en se servant avec la main, avec une baguette ou bien une cuillère[5]. D'abord , il est facile d'affirmer que dans tout grand centre occidental, il est possible de manger et de goûter des plats et des recettes provenant des quatre coins du monde. Il est aussi facile d'affirmer que l'apport n'est que gastronomique et que la façon de manger est mise aux normes occidentales :

Restaurant *McDonald* au Japon,
Tiré du site web *mcdonald.co.jp*

couteau, fourchette, assiette, verre, table et chaise. L'inconvénient de ces apports est que les valeurs occidentales ne sont pas les mêmes que celles du pays d'origine. Cette différence peut modifier ou annihiler la hiérarchie culinaire apportée par la culture non-occidentale. De ce fait, un met noble en Chine, en Thaïlande ou encore au Liban se retrouve servi façon « fast-food » à Paris ou New York. Enfin dans certaines situations la différence culturelle peut être importante. Il n'y qu'à penser à la vache qui est considérée comme sacrée en Inde. C'est une différence

Favela, Rio de Janeiro, Brésil, 2009
Tiré du site web *wordpresse.com*

dans le patrimoine culturel.

Si l'on remonte dans l'histoire, il est facile de constater qu'il n'y avait pas de caractéristiques originales de l'alimentation dans une ou dans une autre société. Toutes les cuisines empruntaient continuellement aux autres cultures pour après les refondre dans leurs contextes culturels[6]. Ainsi, de nombreux échanges entre cultures avaient pu se faire. Cependant, si l'on remet cette alimentation dans le contexte de la mondialisation, l'industrie de l'alimentation lorgne un marché de près de 5 milliards de consommateurs à rassasier[7]. C'est dans cette situation, que les multinationales et les chaînes de restaurations entrent en jeu. Plusieurs peuvent être énumérés tels que Danone, Yoplait, McDonald, Kraft, Coca Cola, Starbucks, KFC, Burger King, Hard Rock Café, etc. Tous ces grands noms de l'industrie de l'alimentation prennent d'assaut les pays asiatiques ou les pays du Moyen-Orient. Si nous prenons exemple sur McDonald, en 2010, environ 1000 restaurants ont ouvert leurs portes à travers le monde. Parmi ceux-ci, 490 étaient en Asie, au Moyen-Orient et en Australie[8]. Dans les pays asiatiques, la restauration rapide n'était pas de mise avant l'arrivée des chaînes américaines. En effet, la culture asiatique diffère énormément de la culture américaine. Ainsi pour réussir à amener des clients dans une chaîne américaine, consommateur est fortement influencée par sa culture. Donc, l'expansion de grands noms de l'alimentation occidentaux en Asie et autre part dans le monde non-occidental amène une mondialisation occidentalisée.

Le patrimoine religieux, historique et culturel

Le patrimoine culturel se divise en deux sections une partie matérielle et une partie immatérielle. Dans la première partie se situent les monuments, châteaux, palais, paysage ou site archéologique. Dans la seconde réside la langue, les coutumes, les techniques d'artisanat, mais aussi les pratiques religieuses, à ceci il faut ajouter qu'un patrimoine est exclusivement protégé pour être légué intact ou amélioré. Dans la situation de la mondialisation, le rapport entre les échanges patrimoniaux est très inégal. Par exemple, une messe ou une fête nationale, qu'elle se passe à Paris, New York, Londres ou Berlin à une certaine valeur pour un individu disposant d'élément de la culture occidentale. Cependant, le Nouvel an chinois n'a pas la même valeur à New York ou à Pékin du fait des outils à disposition du spectateur pour décrypter l'évènement. Pire, dans la culture occidentale l'association d'idées aux autres cultures ne va pas plus loin que l'idée préconçue. Par exemple, pour l'Islam, il est interdit de manger du porc, il faut faire le ramadan et les femmes doivent porter le niqab. La religion juive a aussi ses codes pour les acteurs occidentaux, la kippa, la circoncision et la barmitsva. Les sikhs portent un turban et ont constamment un couteau sur eux, puis la femme hindoue a un point rouge sur le front. La communauté internationale est consciente de ce déséquilibre et essai de le contrer, par exemple avec la création du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1972. L'UNESCO s'efforce de respecter un équilibre entre continents dans la localisation du patrimoine mondial. La liste indicative du patrimoine mondial comprend 1560 biens répartis sur 166 États parties[9]. Les États partis sont les pays qui ont ratifié la *Convention du patrimoine mondial*. Ils acceptent ainsi d'identifier et de proposer des biens se trouvant sur leur territoire national et susceptible d'être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial[10]. À l'origine,

l'Europe était surreprésentée. C'est encore le cas, mais l'apparition des sites naturels exceptionnels contribue à une harmonisation géographique.

Les communautés immigrantes

Chaque année environ 250 000 immigrants franchissent les frontières canadiennes pour venir s'y installer, puis parmi ceux-ci environ 150 000 deviennent citoyens canadiens[11]. Plusieurs raisons peuvent pousser les hommes et les femmes à quitter leur pays d'origine, que ce soit pour le travail, pour des raisons de sécurité, ou simplement par amour pour le pays hôte. La majorité des immigrants se regroupent alors dans un seul et même endroit avec des gens de leur pays d'origine. Dans les grandes villes nord-américaines et européennes, plusieurs quartiers sont créés. Ces portions de grandes villes regroupent sous une même bannière une communauté culturelle, la plupart du temps au cœur des villes. On peut trouver des quartiers chinois, portugais, latin, italien, vietnamien, juif, arabe, haïtien, etc. Malgré le fait qu'ils vivent en communauté, ils ne continuent généralement pas à vivre selon leur mode de vie traditionnel. Ce phénomène est appelé le communautarisme. Au Québec, le communautarisme, comme aux États-Unis, se base sur le concept socio-ethnolinguistique. De plus, dans ces quartiers de nombreux lieux de cultes sont érigés et des restaurants de cuisine traditionnelle. Cependant, les habitants de ces quartiers travaillent la plupart du temps à l'extérieur de celui-ci, puis, ne vivent pratiquement qu'à l'occidentale. On peut facilement y retrouver des commerces et des restaurants occidentaux. Il s'y trouve aussi des écoles laïques. Les quartiers ne sont plus seulement qu'un lieu pour vivre avec des gens du même pays d'origine et vivre son culte sans avoir à se déplacer. Un sentiment d'appartenance à son pays natal reste alors présent en vivant avec des hommes et des femmes qui y habitaient aussi. Alors, cette intégration d'une culture immigrante n'est pas un apport véritable de traditions et de mœurs non-occidentales, mais plutôt un lieu où le noyau de culture occidentale réussit tant bien que mal à englober ce milieu non-occidental.

G-Dragon & T.O.P, membres du groupe coréen Big Bang., 2011
Tiré du site *Kpopmusic.co.uk*

L'explosion et l'expansion des grands centres occidentaux, associés à l'hégémonie occidentale toujours dans le cadre de la mondialisation (néolibéralisme) a conduit à des mouvements humains. Les vagues d'immigrations illégales ou non ont un but commun; l'enrichissement de la culture, la liberté et le rêve américain. Dans le cas d'une immigration voulue, les individus sont invités à servir de main d'œuvre. Cependant, ils ne seront jamais capables, ou rarement, de dépasser un statut précaire. Ainsi, ils sont placés en groupe souvent en bordure des villes, et crée ce qu'on appelle des ghettos. Pour ce qui est de l'immigration clandestine, des communautés se créent, mais les logements sont insalubres et le niveau de vie désastreux. Il y a une exception qui confirme la règle. Dans le cas de Rio de Janeiro, c'est l'enrichissement fulgurant de la ville qui a poussé des populations à vivre sur le bord de la ville dans des favelas. Les individus vivant dans ces communautés ont créé une contreculture, une culture urbaine qui est associée maintenant à l'occident, mais qui a été créé par des immigrants. La culture urbaine est de nos jours associée à la culture populaire, mais ce n'était pas le cas il y a quelques années. Ainsi, l'art de rue a apporté le rap, les graffitis et la danse de rue. Cette contreculture a totalement été intégrée à la culture occidentale.

La culture populaire et l'art intellectuel

Bien avant la mondialisation du XX^{e} siècle, il était question d'échanges entre les nombreux pays et sociétés de notre monde. Le commerce de savoir et de culture était bien présent et c'est ce qui a été le moteur de notre humanité[12]. Par contre, la grande différence avec le multiculturalisme d'aujourd'hui, c'est que ces échanges se faisaient dans des proportions nettement moindres. Ainsi, ces apports des autres cultures au sein d'une société ne venaient pas chambouler la cohérence de celle-ci. Dorénavant, tout se propage et circule rapidement d'un bout à l'autre de notre monde. Avec ces nombreux mouvements de connaissance et de culture, les sociétés n'ont eu d'autre choix que d'en sortir changées, certaines traditions ont même disparus ou tendent à disparaître[13].

La culture populaire telle que le cinéma ou la mode vestimentaire, s'exporte d'un continent à l'autre sans aucune difficulté. Si nous prenons exemple sur un pays phare de l'exportation de son cinéma, les États-Unis, il est facile de comprendre que cette industrie cinématographique est un des piliers de culture populaire à l'étranger. En effet, en 2001, Hollywood détenait 80 % des parts du marché du film à l'international[14]. Cette domination des américains sur cette partie de la culture populaire implique que partout dans le monde, les hommes et les femmes consomment ce produit (le cinéma) et qu'ils ont accès aux mœurs et coutumes des Nord-américains à travers les films. Dorénavant, dans les pays non-occidentaux, il y a plus de films américains présentés que tout autre, ce qui peut ainsi démontrer que ce multiculturalisme n'est pas spécialement une ouverture au septième art, mais plutôt la domination de pays occidentaux qui imposent leurs cultures à travers des productions cinématographiques.

Une autre facette de la culture populaire est bien entendue la musique. Non seulement cet art est désormais présent partout dans notre mode de vie, mais elle est intégrée dans toutes formes de sociétés, occidentales ou non-occidentales. Un des types de musique très répandue est celui de la musique populaire. Ce genre de musique appa-

Exécution (1995), Yue Minjun, huile sur toile, 150 x 300 cm
Collection particulière

rut dans les années 1960 aux États-Unis, parle des relations hommes femmes et d'amour, puis est connue pour être associée à la danse[15]. Ce genre de musique a connu un franc succès en Amérique du Nord et en Europe, cependant depuis quelques années ce phénomène s'est répandu en Asie, tout particulièrement au Japon et en Corée. Cette vague de musique pop porte le nom de J-Pop ou K-pop dépendamment de l'endroit. Le terme J-pop est adopté dans les années 1990 succédant à la New Music et à la City pop[16]. Parlant aussi d'amour et de sentiment, ce style musical se rapproche énormément de notre pop américaine. Dorénavant cette musique fait partie de la culture populaire, soit japonaise ou coréenne et elle est même utilisée dans plusieurs sphères de la société. Par exemple, les animés, les publicités, les jeux vidéo, etc. Donc, ce mouvement culturel est aussi un bon exemple du multiculturalisme dans l'optique que la musique populaire se retrouve aux quatre coins du globe.

La culture populaire, qui se veut accessible à un large public, s'est répandue rapidement à travers le monde reflète bien cette mondialisation et cette globalisation de l'art. Cependant, elle ne laisse que peu de place aux apports culturels des pays non-occidentaux, il s'agit plutôt d'une exportation de culture occidentale. La défense de la diversité des cultures est à l'ordre du jour. La résistance à la soumission de la création artistique à une esthétique mondiale, est une occasion pour y réfléchir. La diversité est, depuis les origines, le moteur de l'humanité[17]. Cependant, dans le cadre de la mondialisation, la culture légitime, celle des élites, s'inscrit, depuis toujours, dans une perspective universelle où les puissances du moment occupent une place prépondérante et imposent leur esthétique[18].

L'art contemporain est un bon prisme pour décrypter les rapports de force en présence et les progrès de la globalisation dans le monde de la culture. L'art contemporain chinois en est un bon exemple. Il s'est individualisé au fur et à mesure que les artistes, pour la plupart très jeunes, ont commencés à être connus, à voyager à l'étranger. Ajoutez à cela la célébrité, la richesse et la fascination pour l'Occident[19]. Le peintre chinois Yue Minjun est un bon exemple de ce phénomène. Son tableau *Exécution* s'est vendu à 5.9 millions de dollars ce qui en fait l'œuvre la plus chère de l'art contemporain chinois. La ressemblance de l'œuvre avec *3 mai* de Francisco de Goya illustre l'influence de l'iconographie occidentale sur l'art d'Extrême-Orient[20]. La norme occidentale est un frein considérable à la diversité des cultures. Au Japon, les arts visuels souffraient depuis longtemps du jugement négatif des Occidentaux. Bien que les concepts occidentaux aient largement stimulé l'art japonais, ils on eu également pour effet d'en détruire l'intégrité[21].

La diversité amenée par le multiculturalisme devient aussi moteur de l'art, L'artiste Sud-coréenne Kimsooja travaille sur toute une gamme de médias (vidéos, installations, performances et photographies). Elle explore dans son œuvre (*Cities on the Move – 2727 km Bottari Truck,* en 1997 elle traverse la Corée du Sud assise sur des bottaris dans un camion bleu) le nomadisme, le rôle des femmes dans la société et les relations de l'individu avec la société et avec lui-même[22]. Dans un autre registre, il y a *Al sur del Calvario* de Tomas Sanchez en 1994. Ce tableau illustre la dégradation provoquée par la consommation dans les sociétés contemporaines[23]. La défense de la diversité des cultures se pose, mais la prise de conscience reste encore élémentaire. Et si de nombreux intellectuels apprécient d'habiter de vieux quartiers, de restaurer une ferme en résidence secondaire, de partir au bout du monde se dépayser au contact des dernières peuplades préindustrielles, l'idée de sauvegarder la diversité des cultures populaires qui font les identités locales est généralement accueillie avec suspicion : vaine et sans intérêt pour les uns, réactionnaire ou même dangereuse pour les autres[24].

Après avoir identifié et brièvement expliquer les diffé-

rents apports à la culture occidentale c'est-à-dire, la gastronomie qu'elle vienne de l'Afrique, de l'Asie, de l'Océanie, des Amériques ou des Antilles, elle est toujours soumise aux normes occidentales. Ensuite, le patrimoine religieux, historique et artistique bénéficiant d'un souci d'homogénéisation à l'échelle mondiale, il n'est pas pour autant égal à l'exportation de la culture occidentale. Enfin, la culture créée par les revers et les contrecoups de la mondialisation, qui réunit le hip hop, le rap, les graffitis, le blues, le jazz, la danse de rue. Il est alors clair que cette culture est maintenant totalement associée à la culture occidentale. Après avoir identifié les éléments du noyau de culture occidentale, d'abord, à travers la culture populaire. La musique et ses dérivés de pop comme la J-pop ou la K-pop. Le cinéma avec une industrie Hollywoodiennes qui a la main mise sur le marché. La mode vestimentaire basée sur la façon de s'habiller à l'occidentale ou sur les œuvres des grands couturiers occidentaux. Aussi, dans la norme esthétique dans la culture des élites dans l'art intellectuel, qui s'illustre dans l'art contemporain. Enfin, dans les habitudes alimentaires qui sont à travers la planète totalement occidentalisées. Ces échanges de culture inégaux découlent de faits historiques tels que la colonisation et la décolonisation. L'hégémonie de la culture occidentale se fait dans une globalisation de masse, ayant pour objectif l'universalité. Dans cette mondialisation on peut dire que, l'illusion du multiculturalisme cache en fait la propagation d'un noyau de culture occidentale. Ce noyau englobe tout ce qu'il peut, mais ne fusionne jamais, il est donc très peu secoué par toutes ces assimilations. Dans une volonté de diversité des cultures, ce sont les patrimoines locaux et isolés sur la planète qui sont le plus en danger.

Cities on the Move—2727 km Bottari Truck
Photographie de performance evtraite d'un court métrage

Références :

1. P. Rasse, *La rencontre des mondes*, . «Sociétales», Paris, édition Armand Collin, 2006, p.202.
2. *Ibid,* 219
3. Gilles Fumey « La mondialisation de l'alimentation », *L'Information géographique* 2/2007 (Vol. 71), p. 71-82.
4. P. Rasse *Op Cit., p.228.*
5. *Loc. Cit.*
6. *Ibid.* 221
7. *Ibid,* 226
8. ConsoGlobe, *Statistiques mondiales écologiques en temps réel,* 2011*,* « Mcdonald statistiques mondiales», [en ligne], [http://www.planetoscope.com/entreprises/mcdonalds], [mai 2011].
9. Le patrimoine mondial de l'UNESCO, *Listes indicatives, Listes indicatives*, [en ligne], [http://whc.unesco.org/fr/listesindicatives], [mai 2012].
10. *Loc. Cit*
11. Citoyenneté et immigration Canada, *Immigration, Immigration,* [en ligne], [http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/faisons.asp], [mai 2011].
12. P.Rasse, p.201
13. *Loc. Cit.*
14. T. Miller, *Global Hollywood*, Londres, [s.é], 2001, p.7.
15. T. Warner, Pop music : technology and creativity : *Trevor Horn and the digital revolution*, [s.é], 2003,p.15.
16. S. Buckley*, Encyclopedia of Contemporary Japanese Culture*, (s.l.), edition Routledge, 2002, p.35.
17. P. Rasse, *Op Cit.* , p.263.
18. *Ibid,* p.271.
19. *Ibid,* p.272.
20. Stephen Farthing, *Tout sur l'Art- mouvements et chefs-d'œuvres,* Montréal, Éditions Hurtubise, 2010, p.476.
21. *Ibid,* p.477.
22. *Ibid,* p.480.
23. *Ibid,* p.510.
24. P. Rasse, *Op Cit., p.*277.

Chinatown, 2011,
Montréal, Canada

Les médias ou comment l'

Par Alexis Montambault Trudelle et Noémie Parent-Barber

La mondialisation de la culture est un phénomène relativement inédit à l'échelle humaine. Depuis quelques décennies, nous baignons indéniablement dans une ère hypermoderne où les stimulations visuelles nous bombardent de toutes parts. Les médiums de diffusion, qui au départ se résumaient aux quotidiens imprimés et à la radio, ont cédé leur place au terme de la Seconde Guerre mondiale aux médias monstres que représentent les chaînes commerciales, Hollywood et encore plus récemment : Internet. Or, le potentiel de la télévision n'est pas demeuré inexploité. De la même façon, le cinéma et la toile ont servi les intérêts de l'Occident. Nous pouvons alors nous demander de quelle façon les vecteurs médiatiques ont influencé les civilisations environnantes et menés à l'hégémonie occidentale sur le reste du monde? Le cinéma, la télévision et les médias sociaux ont servi de support pour exporter *the American Way of Life* partout dans le monde. L'impérialisme occidental a étendu ses frontières jusqu'en Asie et ses répercussions touchent toutes les sphères de l'activité humaine.

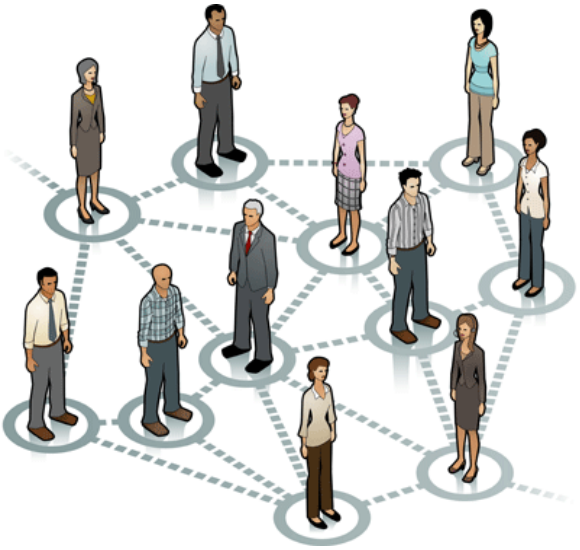
La mondialisation étant un phénomène qui s'exprime par l'interdépendance des nations les unes par rapport aux autres, il est certain que le patrimoine culturel rattaché à toute cette diversité ethnique s'hybride et se mute en un style plus prépondérant qui reflète la culture américaine puisqu'elle en est la source. C'est par le biais de la globalisation que l'Occident mèneront leur campagne d'acculturation nationale des masses en usant de coups de pubs : d'abord le cinéma, puis la télévision, ensuite Internet et enfin les médias sociaux.

Le cinéma comme miroir de la société

Après les années soixante, la modernité cède sa place à la postmodernité et à son culte du présent après avoir essuyé les revers de la Guerre du Vietnam et vécu le mouvement de mai 1968. Au départ, la culture était ancrée sur son territoire et sur les gens qui y habitaient. Désormais, aucune pureté culturelle n'existe dans un monde d'échanges, et le métissage et les emprunts réciproques sont constamment à l'œuvre dans une culture mondialisée[1]. Le cinéma apparaît tout à la fois comme le miroir de la société : il la reflète, il la met en scène, il en livre une représentation. Miroir, mais aussi éponge de la société : il s'en imprègne et il n'est finalement que le produit des représentations sociales, des luttes, des rapports sociaux en cours.[2]

Images d'Hollywood et hégémonie culturelle

Le cinéma est devenu le spectacle de référence d'un monde globalisé. Les médias sont la matrice à partir de laquelle les sociétés se pensent et se projettent : le *star system* sera l'emblème de cette hypermodernité contemporaine. Tout d'abord, comment l'«usine à rêves» américaine a-t-elle éclaboussé l'humanité?



Blog *La nouvelle*, 2010

Après la Première Guerre mondiale, la part grandissante de marché du cinéma américain en Europe entraîne la consommation de produits captés sur pellicule, comme le souligne Alexander Dye, alors directeur du Bureau pour le commerce intérieur et l'exportation américain en 1937 : « Goods shown in the American movies, such as American household articles, automobiles, industrial machinery, clothing and many other items, owe much of their popularity abroad to the fact that millions see them in our pictures. »[4]

Vient ensuite la crise de 1929 qui contribuera à l'élargissement du marché cinématographique américain qui mènera à un quasi monopole. La Deuxième Guerre mondiale, quant à elle, «américanise» radicalement le monde, grâce ou à cause (c'est selon), du plan Marshall, qui en plus d'être une aide financière, camoufle une véritable opération d'influence promouvant le mode de vie à l'américaine et son capitalisme. Le projet n'a rien de secret lorsque William Benton, ministre adjoint aux affaires étrangères des USA en 1950, déclare : «Nothing equals the motion picture in its capacity for gripping and holding masses of peoples and communicating information and attitudes in vivid, remarkable form. Their impact can indeed change the face of history. »[5]

C'est ainsi que pendant la guerre froide, les *motion pictures* furent utilisées comme outils de propagande idéolo-

gique pour les alliés supportant les États-Unis dans leur lutte contre le communisme. La propagande politique peut être définie par l'emploi de techniques d'influence par un gouvernement, un parti, une administration... en vue d'influencer l'opinion, de modifier le comportement du public dans le but que les persones adoptent une opinion et une conduite déterminées.[6] Hormis le cinéma américain, il n'y a toujours pas pour le moment un autre cinéma qui arrive à dominer à la fois son marché ainsi que celui de très nombreux autres pays.[7]

Depuis Lévi-Strauss et Barthes, on sait que les schémas à l'œuvre dans le cinéma répondent parfois à la définition anthropologique du mythe, et que, en ce sens, les films hollywoodiens expriment un système de valeurs qui contamine les civilisations outre Atlantiques.[8]

Les récits hollywoodiens puisent leur inspiration et leurs thèmes dans l'individualisme: solitude, incommunicabilité, silence, couple, liberté, violence, vengeance, gloire personnelle, etc. Les *blockbusters* américains, d'une part, et les blockbusters indiens, de l'autre, incarnent d'abord, par leur facture, leurs structures narratives, leurs sujets de prédilection, des mythologies régionales.[9]

Toutes ces constatations additionnées nous donnent en somme une preuve très nette de la liaison entre l'impérialisme économique et culturel opéré par l'Amérique sur le reste du globe.

Chaînes commerciales

La télévision fonctionne selon un principe de réfraction du public qui insuffle en quelque sorte un culte de l'homme ordinaire.[10] Les animateurs et les journalistes présentateurs loin d'être inaccessibles, jouent dans le registre de la proximité et de la convivialité. Ils deviennent les médiateurs entre l'univers du petit écran (fiction) et le public (réel). En regardant le spectateur dans les yeux, ils le préviennent qu'il y a quelque chose de «vrai», d'authentifié dans ce qu'ils énoncent. De plus, c'est la chaîne CNN, qui apparemment, demeure la référence en télécommunication dans le monde. Tantôt elles sont un véritable moment d'information et d'explication de ce phénomène géologique et climatique aux conséquences humaines catastrophiques, tantôt elles servent de prétexte au cross over le plus indigeste.[11]

La publicité est en soi la source nourricière de tous les écrans. Voilà le pacte secret de nos sociétés : l'apothéose hollywoodienne et le business mondialisé des marques.[12] La légitimité et l'impact de la télévision (par rapport au cinéma ou à la presse écrite) résident dans sa capacité à montrer l'actualité en direct. Le téléspectateur averti sait cependant combien l'instantanéité peut aveugler et, d'autre part, combien la télévision renonce de plus en plus à ce qui fit sa gloire de témoin immédiat, le « vrai direct » étant réservé désormais à la retransmission sportive par le biais des satellites et à quelques divertissements qui fondent leur pouvoir d'attraction de « grands moments d'émotion » (les prime times de la « Star Academy »).[13] La télévision occupe confortablement, et depuis longtemps, de grandes manifestations politiques, sportives, culturelles : élections (de préférence présidentielles), jeux (de préférence olympiques), festivals (de préférence de Cannes), mariages royaux (de préférence en Angleterre) ont tissé avec le petit écran de bien belles et fidèles histoires d'amour![14] La télévision s'adapte aux modes et aux tendances, mais c'est à se demander si ce ne serait pas plutôt elle qui influencerait les dites modes et tendances… Le petit écran a remplacé la messe d'autrefois.

De plus, la langue officielle mondiale n'est-elle pas l'anglais? Bien qu'on ne peut pas pointer du doigt les médias seulement, il est clair qu'ils ont joué un rôle éloquent dans l'acculturation et la dénaturation de l'identité culturelle. L'anglais est la langue de la mondialisation. L'emploi de l'anglais qui tend à se généraliser dans les domaines tels que la publicité, les technologies et même la science est en quelque sorte un effet secondaire des vecteurs médiatiques choisis par l'Occident pour étendre sa domination.

La Chine et la censure

Caricature de l'effet de la télévision,
Tiré du blog *hildabongole*

Grâce à l'introduction des mécanismes de marché, les médias chinois autrefois contrôlés par une main de fer ont connu une mutation extraordinaire depuis un quart de siècle. Cette situation modifie en profondeur le mécanisme du fonctionnement des médias. Ils doivent, d'une part, faire face à une concurrence féroce entre eux, soit pour gagner des parts de marché, soit pour ne pas disparaître, faute d'audience. De l'autre, ils doivent se repositionner à la fois par rapport à l'État et à la société. Tous les moyens sont bons pour élargir le public à partir du moment où l'on ne franchit pas les limites fixées par l'État : regroupements stratégiques, alliances en tous genres entre entreprises chinoises ou avec des groupes occidentaux présents en Chine, ou ceux bien prêts à sauter sur l'occasion pour y pénétrer. Pour le moment, les entreprises occidentales ne peuvent pas investir directement, sauf exceptions, dans le domaine des médias. Mais, elles peuvent le faire par des moyens indirects, par exemple en assurant l'achat de l'exclusivité de l'espace publicitaire d'un journal chinois. Ce processus de transformation sans pareil s'accompagne d'un retrait graduel de l'État dans la gestion des « entreprises » des médias. Cette ouverture dont la Chine fait montre avec le monde, tout en conser-

vant un système soi disant communiste, promet des relations économiques importantes pour l'économie mondiale.

Si le gouvernement s'est vu contraint de céder à la pression de l'opinion publique pour ouvrir la porte aux médias occidentaux, c'est grâce à une alliance triangulaire entre les médias-Internet, les intellectuels et les révoltes quotidiennes et individuelles des ouvriers migrants.[15] On peut voir l'influence des médias occidentaux dans cette révolution de l'information orientale. Les médias chinois ont sans aucun doute eu l'impression pour la première fois de leur histoire de former un tout avec les médias de l'extérieur.

Hypermodernité dans une perspective médiatique

La téléréalité gonfle incomparablement les cotes d'écoute, Internet devient la source première d'informations, mais surtout, l'instantanéité des échanges sociaux révolutionne le monde de la communication. C'est-à-dire que ce qui distingue la fin du XX^{e} siècle et le début du XXI^{e} siècle sur le plan des vecteurs médiatiques, c'est l'accès à toute information, n'importe quand, n'importe où.

Le cyberespace

Jamais dans l'histoire de l'humanité il n'a été aussi facile de transmettre de l'information tant à l'autre bout du globe, qu'au téléphone intelligent d'un de nos ami. Vers la fin du XX^{e} siècle, un des principaux moteurs de la propagation d'une culture de masse à travers les médias fut bien sûr internet. En effet la mondialisation est un phénomène qui prend aussi racine dans le monde virtuel, c'est-à-dire le cyberespace.

Pour un individu, un État ou une multinationale, il suffit

Logo de *Youtube*,
Tiré du site *Youtube*

Symbole de censure,
Tiré du site *Chinacinema*, 2008

d'un ordinateur et d'un accès au réseau pour pouvoir profiter d'un potentiel de propagation d'information incroyable. Le web est un moyen d'expansion économique et social totalement démocratique et postmoderne. Avec internet qui est utilisée par 25% de la population de la terre[16] les compagnies ont maintenant une opportunité en or de propager leurs publicités et leur message. Ils dirigent la population vers une homogénéisation culturelle dans le but d'une consommation de masse de produits venant de l'Amérique. Les plus grands sites du web comme Google, YouTube, Wikipédia ou Facebook sont financé par les multinationales qui paient pour les publicités que l'on peut y observer. Ainsi, la propagation du style de vie à l'américaine peut se faire à un niveau plus individuel qu'elle se faisait avec le cinéma par exemple. Internet est donc un moyen totalement postmoderne voire hypermoderne de répandre les valeurs et le style de vie de l'Amérique au reste du globe par la toile sans frontière qu'est le web.

Internet est un facteur fondamental dans la cristallisation des habitudes de vie à l'américaine à l'échelle planétaire. À sa création, il ne s'agissait que d'une plate-forme de recherche universitaire. Dorénavant il s'agit d'une toile sans frontière où il est possible de créer des liens avec n'importe qui et de véhiculer des quantités phénoménales d'informations et de publicités. Avec internet, la terre est devenue un gros village ou la communication entre les individus est incroyablement facile. Sur le cyberespace, l'appartenance à un lieu physique devient généralement moins importante que les opinions. Ainsi, les frontières et tout ce qu'elles représentent n'existent plus, ou presque.[17] En effet, ceci permet à plusieurs groupes de s'exprimer par exemple lors du printemps arabe. D'ailleurs, la démocratisation d'Internet change tranquillement la notion d'état et de citoyen.[18] La population peut avoir accès à beaucoup d'information difficilement contrôlable par les instances gouvernementales. Nous entrons alors dans un sujet controversé du web : le censure.

Il est reconnu que des pays comme la Chine ou la Corée

du Nord censure les propos des journalistes et des blogueurs. Une des difficultés que présente l'éclatement des frontières dans le web est de reconnaitre la souveraineté d'un état sur du contenu Internet.[19] Dans cet optique, internet remet en question la notion de liberté d'expression et de censure. Certains pays comme la Chine ont peur de ce « flou territorial »[20] et ils ont recours à des technologies qui contrôle l'accès de leur population à l'outil considéré comme le vecteur de l'expression par excellence.[21] Effectivement, le régime effectue une surveillance étroite du web par l'entremise d'un système de surveillance baptisé le Bouclier d'or. Ce dernier a nécessité l'investissement d'une somme d'environ 6 milliards 400 millions de yuan. « Mais Internet va au delà de la simple communication. La démocratisation de son accès et la facilité de publication qu'il permet tendent à rompre les frontières traditionnelles entre les élites et la population […] ».[22] Internet est pour les chinois beaucoup plus qu'un outil de communication. Il est un mécanisme permettant de lutter contre la tyrannie et de dénoncer les injustices ainsi que la discrimination sociale. En effet, on peut sentir dans la société chinoise la volonté de défendre des valeurs libérales occidentales qui grâce aux médias tels qu'Internet sont dorénavant planétaire. C'est-à-dire les Droits de l'Homme.

Réseaux sociaux

Depuis la création des premiers réseaux sociaux relationnels en 2003, puis avec la création de Facebook l'année suivante, le principal usage de la plateforme web est maintenant l'utilisation des réseaux sociaux. En effet, il y plus de 900 millions d'utilisateurs sur Facebook.[23] Il est donc intéressant de ce pencher sur le phénomène des réseaux sociaux et d'internet dans le contexte de la mondialisation et de la propagation d'une seule et même manière de vivre pour la totalité du globe ainsi qu'aux mécanismes qui sont derrière cette dynamique tant social que culturelle.

Tout d'abord, internet et les réseaux sociaux offre eux aussi une plateforme de visibilité jamais égalée pour les publicités des multinationales américaines qui dominent sur le plan économique. Un site comme Facebook qui possède plus de 900 millions d'utilisateurs est un lieu idéal pour propager une image de ce que l'individu devrait porter, écouter comme musique etc. Il est possible d'être en contact avec un utilisateur peu importe sa localisation géographique, car à l'image de la mondialisation,

Navigateur internet,
Tiré du site *Entre le monde et l'écran*

sur le web il n'y a aucune frontière. Il est un moteur extrêmement puissant pour l'économie ainsi que pour la culture américaine. La standardisation de la production médiatique de nos jours est utilisée pour imposer « l'american way of life » par des groupes multimédias internationaux qui poussent la question de la « protection de l'identité culturelle face à la mondialisation ».[24]Twitter et Facebook possède un grand pouvoir de propagation d'un modèle politique et économique pour un État. Par exemple, avec les réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter des mouvements en lien direct avec la mondialisation d'un idéal culturel ont pu avoir lieu. Il ne faut pas chercher plus loin que le printemps arabe. En effet, ce mouvement de libération du peuple afin de destituer un dictateur pour atteindre un idéal démocratique et économique que l'Amérique met de l'avant a traversé les frontières et a été propagé à travers les pays avoisinants puis à travers le monde en un temps record grâce aux médias sociaux.

Puis, à l'échelle plus individuelle, le succès phénoménal de ces sites internet s'articule autour du type de navigation qui nous est offerte. C'est-à-dire la construction d'un profil pouvant être totalement public ou semi-public ayant comme but principal de partager une relation avec d'autres utilisateurs et de progressivement se créer une liste d'amis. Dans la création de ce profil virtuel, les personnes se rendent caractérisables individuellement en divulguant des informations comme l'âge, le sexe ou en affichant une photo.

Cependant, ce qui fait la réussite de ce type de ces sites démontre une volonté de démarcation par la normalisation des traits identitaires. Des individus font la promotion d'informations identitaires comme des vidéos, des textes ou des photos afin de créer des affiliations avec les autres. Dans ce contexte, les utilisateurs doivent, à la manière de micro-média, produire des contenus susceptibles d'attirer à eux une population plus hétérogène socialement et culturellement. Ainsi, le mix par le réseau social, de la création d'une liste d'ami et d'une liste d'appartenance thématique créer une population d'utilisateurs qui cherchent à se démarquer en propageant des vidéos de musique et des images que les autres utilisateurs aimeront. De ce fait, dans le but d'attirer une population hétérogène, les utilisateurs des réseaux sociaux comme Facebook diffusent un contenu qui la plupart du temps est homogène. Ce contenu homogène, qui peut être apprécié par des gens à travers la planète est popularisé par la mondialisation de la culture américaine. Donc, c'est en encourageant les utilisateurs à devenir des « micro-médias » et ainsi afficher du contenu respectant la norme que les réseaux sociaux propagent une culture et un mode de vie homogène mondial.

En bout de ligne, il serait naïf de croire que le monde n'est pas teinté d'une mentalité aux valeurs et au mode de vie américain. En usant des différents vecteurs médiatiques soit le cinéma, la télévision, Internet et les médias sociaux, les États-Unis ont contribué à former un village global empreint du rêve américain d'hyperconsommation. Ce qui reste à voir, c'est si l'impérialisme culturel américain mènera à une assimilation totale de la culture américaine à l'échelle planétaire ou plutôt à une hybridation de celle-ci en suivant les vagues d'immigrations qui font des pays occidentaux des milieux multi ethniques. En espérant que l'américanisation des esprits ne se conclue pas avec l'oubli des cultures nationales, il sera indispensable, pour le bien de la diversité, de garder à l'œil l'hégémonie américaine dans les prochaines décennies.

Caricature sur *Facebook*,
Tiré du site *Geek*, 2010

Tablette et téléphone *BlackBerry*,
Tiré du site *Blackberry*

1. G. Lipovetsky et Jean Serroy, *L'Écran global*, Paris, Le Seuil, 2007.
2. Catherine Gaston-Mathé, *La société française au miroir de son cinéma : de la débâcle à la décolonisation*, Seuil, 1996, 361 p.
3. G. Lipovetsky et Jean Serroy, *Op. cit.,*
4. K. Seagrave*, American Films Abroad*, North Carolina: McFarland&Company, Inc., 1997, p. 94. [Les biens montrés dans les films américains, comme les articles ménagers, les automobiles, la machinerie industrielle, les vêtements et plusieurs autres items, doivent leur popularité au fait que que des millions de personnes les voient dans nos films.]
5. Kerry Seagrave, *Ibid.* p. 161. [Rien n'égale le cinéma dans sa capacité à agripper et à tenir des masses de personnes et à communiquer de l'information et des attitudes dans une forme remarquable. Leur impact peut sans aucun doute changer le cours de l'histoire.]
6. Définition adaptée de la proposition de Jacques Ellul (Propagandes, Economica, 1994, 364 p) qui avance plusieurs types de propagandes, dont la « propagande sociologique » définie comme « un ensemble de manifestations selon lesquelles une société tente d'intégrer en elle le maximum d'individus [et] d'unifier le comportement de ses membres selon un modèle ».
7. Nathalie Dupont, «Le cinéma américain : un impérialisme culturel?», *Revue LISA*, Vol. V -#3, 2007, p. 111-132.8. Marcel Jean, «Cinéma hollywoodien et idéologie : quelques textes à lire», *24 images*, #128, 2006, p. 22
9. M. Dagnaud, «Le cinéma : nouvelle hégémonie culturelle», 2 janvier 2008. [Gilles Lipovetsky et Jean Serroy, *L'Écran global*, Paris, Le Seuil, 2007]
10. M. Dagnaud, *Ibid*
11. Emmanuelle Giuliani, « Télévision », S.E.R. Études, tome 402, p. 393.11-M. Dagnaud, I*bid*
12. E. Giuliani, *Ibid.,* p. 394.
13. Yan Chen, « Les médias chinois, entre le marché et la censure »,
Études, 2004/10 Tome 401, p. 309-310
14. *Ibid.,* p. 313
15. D.DROMAR, « INERNET, Histoire », Encyclopaedia Universalis, np.),
16. Trudel, Pierre, Quel droit et quelle régulation dans le cyberespace?, Sociologie et sociétés, 2000, 190-210
17. *Loc. cit.*
18. *Loc. cit.*
19. Chagnon, Tommy, Cyberintimidation et travail social : Problématique nouvelle et pratique innovante, Université de Sherbrooke, 2010, p.26)
20. Jordan, John W, A virtual death and a real dilemna : Identity, Trust and Community in Cyberspace, Southern Communication Journal, 2005, p.200-218)
21. Yan Chen, « Les médias chinois, entre le marché et la censure »,*Études,* 2004/10 Tome 401, p. 309-319.)
22. Julien, http://www.numerama.com/magazine/22423-facebook-compte-plus-de-900-millions-d-utilisateurs-actifs.html, 24 avril 2010
23-Jacques GERSTLÉ, Sociologie des médias, Universalis au premier plan).

Plus vite! Plus haut! Plus fort! : regard

Par Camille Thériault
et Dominique Thibault

À la veille du XX^e siècle, le retour des Jeux olympiques (1896) sous l'initiative de Pierre de Coubertin permit de forger les bases qui servirent plus tard à créer le phénomène planétaire que nous connaissons aujourd'hui. Le sport professionnel, qui prend particulièrement de l'ampleur à partir de 1970, puise ses racines directement dans les valeurs et les traditions prônées par l'olympisme. Ainsi, des structures internationales furent instaurées en plus de voir s'étendre à l'ensemble de la pratique sportive les valeurs et les principes mis de l'avant par Coubertin dans son livre *Esprit olympique*. Avec la place grandissante du processus de mondialisation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux aspects de la société furent perturbés et influencés tout en évoluant de pair avec celui-ci[1]. On peut donc se demander comment le sport professionnel, depuis les années 1970, réussit-il à s'inscrire dans le processus de mondialisation. Reflet de ce phénomène contemporain, le sport, plus particulièrement après 1970, incarne l'idéal théorique de la mondialisation. Il devint cependant dans les faits, tributaire des dérives économiques du modèle mondialisé.

Thomas Heteau pour *LDDS*, Jeux paralympiques de Pékin, 2008, Photographie

Les valeurs sportives prônées par les différentes organisations sportives internationales reflètent le processus de mondialisation entamé au XX^e siècle, par la diffusion de cet idéal universel à travers sa structure organisationnelle. L'intensification de la relation entre le sport, les médias, les commandites et la création des fédérations démontre quant à elle l'impact grandissant de la mondialisation dans le nouveau marché sportif qui est le résultat des dérives du modèle.

Un idéal universel

Dans son ouvrage *Idée olympique* de 1889, Pierre de Coubertin énonce les fondements de sa pensée et son objectif de restaurer les Jeux olympiques à la manière de ceux de l'Antiquité[2]. Ainsi, on voit à partir de 1912, une croissance importante du nombre de pays participants aux Jeux olympiques depuis leur retour en 1896 à Londres. Le processus se fit toutefois en différentes phases jusqu'à son apogée au cours de la dernière décennie. Débutant à la toute fin du XIX^e siècle et s'étendant jusqu'à la Première Guerre mondiale en 1914, la première phase d'expansion affecte principalement les pays occidentaux qui furent touchés par la révolution industrielle, comme les pays européens et l'Amérique du Nord ainsi que leurs protectorats, et ce qu'on appellera plus tard le Commonwealth. Ensuite, la croissance freina considérablement en raison des deux conflits mondiaux et de la crise économique qui toucha le monde entier. Jusqu'à 1970, arrivèrent les pays du continent sud-américain et la Chine qui émergèrent tranquillement sur la scène internationale. Par la suite, la décolonisation africaine et asiatique permit une explosion du nombre de pays participants aux Jeux entre 1970 et 1990. Cette période fut toutefois marquée par une série de boycotts en raison du climat d'instabilité provoqué par la Guerre froide[3]. Ainsi, les pays qui étaient présents à chaque évènement variaient en fonction du pays hôte et de son allégeance politique. En 1990, on voit finalement un afflux des pays du bloc de l'est et depuis le paysage sportif reste sensiblement le même et comprend la très grande majorité des pays. Chaque continent et région du monde sont représentés, et ce, depuis 1970[4].

Cette expansion croissante et rapide de l'idéal olympique mondialisé à travers le monde permet également une globalisation de la pratique sportive aux quatre coins du globe. L'arrivée massive d'Européens dans la ligue nationale de hockey, en Amérique du Nord, à partir des années 1970 illustre bien ce phénomène. Paul Stastny fut l'un des premiers à traverser l'océan pour pratiquer son sport et devint l'un des joueurs les plus prolifiques des années 1980, derrière Wayne Gretsky. Ce phénomène se propagea à de nombreux autres sports par la suite[5]. Les footballeurs sud-américains furent transférés dans les

Reuters Pictures,
Équipe belge (4x100m) Jeux Olympiques de Pékin,
Photographie

grands clubs européens où ils obtinrent des contrats largement supérieurs à ce qui était disponible dans leur pays natal. On observa alors une plus grande diversité au sein des équipes sportives bien que cela cacha également un revers moins reluisant en puisque celle-ci s'accompagna d'une élimination des frontières géographiques et politiques. On voit alors un fossé se creuser entre le Nord et le Sud puisque ce sont généralement les pays développés qui sont en mesure d'inciter les athlètes des pays sous-développés à obtenir une nouvelle citoyenneté. Selon *les instances internationales ont peur de voir les règles d'«équité sportive» détournées : les résultats ne refléteraient que la puissance financière des États ou des clubs qui achèteraient les meilleurs sportifs, pillant les pays ou les clubs formateursde talents*[6].

De plus, en 1896, Pierre de Coubertin désirait mettre de l'avant un idéal sportif qui était traduit par sa devise : *plus vite, plus haut, plus fort*[7]. L'esprit sportif, la fraternité et bien sûr la performance était pour lui, des valeurs essentielles au développement de l'athlète et pouvait se traduire à l'extérieur de l'univers sportif. Il dicta les principes de base à partir de 1890 et encore aujourd'hui, les athlètes doivent faire le serment olympique et adoptent un mode de vie qui se rapproche de l'olympisme convoité par Coubertin. Partout à travers le monde, les athlètes de haut niveau empruntent les mêmes principes (égalité, fraternité, esprit sportif, performance, détermination, etc.) et ceux -ci sont fortement inspirés par les sociétés occidentales qui sont les acteurs principaux de la mondialisation[8].

Le principe d'égalité des chances est sans doute l'un des fondements de la pensée olympique. Pour Pierre de Coubertin, n'importe quel individu a le droit de pratiquer un sport, peu importe sa nationalité, son rang social et ses capacités. Cette idée se développa tout au long du XX^{e} siècle et permit d'étendre la notion d'égalité à l'ensemble de la planète. La lutte menée par les femmes particulièrement après 1970 ouvrit la porte à de nombreuses femmes de participer à des sports traditionnellement masculins. Longtemps considérées comme inférieures en raison de leur capacité physique moindre, les femmes ont su adapter la pratique sportive à leur capacité et leur intérêt. Ce phénomène est attribuable à la montée des mouvements féministes du XX^{e} siècle, qui ont permis une plus grande égalité sociale entre les hommes et les femmes, particulièrement en Occident et qui traversa les frontières grâce à la mondialisation. Autre élément qui démontre le désir d'équité dans le sport est sans doute le fait que depuis 1960, les Jeux olympiques sont suivis des Jeux paralympiques qui réunissent les athlètes handicapés de tous les pays pour des épreuves handisport. Les sports pratiqués sont souvent modifiés afin d'être adaptés à leur capacité, mais ces athlètes sont considérés comme des sportifs à part entière et sont commandités de la même manière que des Olympiens «traditionnels»[9].

Le retour des Jeux en 1896 marqua donc, en quelque sorte, une montée des pays occidentaux par une diffusion des valeurs et des principes qu'ils préconisent particulièrement depuis le Siècle des Lumières. Les notions d'égalité, de fraternité sont directement puisées dans les

grandes chartes des droits et libertés, alors que l'idée de performance est une conséquence plus ou moins directe de l'industrialisation alors en croissance dans la plupart des pays occidentaux. Après 1970, les frontières s'ouvrirent et on vit se créer un monde sportif globalisé à l'image de ce qu'allait entrainer la mondialisation économique, politique et culturelle, environ à la même époque. Les grandes valeurs occidentales traversèrent alors le globe grâce à une structure d'organisations qui s'étend à l'échelle de la planète[10].

Propagation d'un idéal

Le Comité international olympique est, depuis 1894, le regroupement qui permet de régir les normes et les codes de conduite mis de l'avant par son fondateur Pierre de Coubertin, en plus de les diffuser à travers le monde. Le but de celui-ci était de contribuer à bâtir un monde pacifique grâce au sport, en promouvant la communication, le *fair-play* et l'entente entre les peuples. Ainsi, chaque 2 ans depuis 1994 (avant les Jeux s'alternaient aux 4 ans), les conflits doivent être interrompus afin de participer aux Jeux (ce qui explique la non-tenue des Jeux lors des conflits mondiaux). Au fil des années, cet élément a cependant été plus ou moins respecté par l'ensemble des pays[11].

Le CIO (Comité international olympique) est une organisation dont le but est de localiser l'administration et l'autorité pour les jeux, ainsi que de fournir une seule entité légale qui détient tous les droits et les marques. Par exemple le logo olympique, le drapeau, la devise et l'hymne olympique sont tous administrés et possédés par le CIO. Le président du Comité olympique représente le CIO dans son ensemble, et ses membres représentent le CIO dans leurs pays respectifs. Ce sont généralement les présidents des comités nationaux, qui fonctionnent sensiblement de la même façon, qui siègent au sein du comité international.

On retrouve la même structure au niveau des Jeux paralympiques. Le Comité international paralympique regroupe les fédérations de handisports ainsi que des regroupements d'athlètes possédant des handicaps. De moindre mesure, celui-ci n'est pas représenté par des comités nationaux dans chaque pays participant, mais reste toutefois étendu à l'ensemble du monde[12]. Cette structure fut pensée et organisée en fonction des systèmes politiques occidentaux, sous forme d'un système représentatif à la manière du parlementarisme. Cet héritage occidental s'est rapidement propagé aux quatre coins du globe et permet une uniformisation des pratiques, des règlementations et une diffusion plus efficace des valeurs et principes de l'olympisme illustré précédemment[13].

De la même façon, l'Agence mondiale antidopage, réglemente et impose des normes strictes à l'ensemble des pays et des fédérations sportives afin d'uniformiser les codes en matière de dopage. Son but étant de promouvoir, coor-

Andrew Weber,
Célébration suite à un but de l'Arsenal, 2007,
Photographie

Sculpture située aux bureaux officiels du Comité international olympique,
Lausanne, Suisse

donner et superviser la lutte contre le dopage, depuis 1999. Son rôle est de veiller au respect du Code mondial antidopage (le document harmonisant les règles liées au dopage dans tous les sports et dans tous les pays)[14].

Cette structure permet non seulement une meilleure gestion à travers le monde de la pratique sportive, mais également une diffusion planétaire des valeurs, principes et codes moraux préconisés par les Occidentaux. L'olympisme, bien qu'élément central de ces organisations, n'est pas le seul message transmis. On voit également une propagande extrêmement forte des pays capitalistes pour démontrer leur suprématie. Élément encore plus vrai depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et particulièrement durant les années que durèrent la Guerre froide. Le sport servit donc de transmetteur de l'idéal mondialisé à travers le monde, et ce, encore davantage après 1970, par la suite devenir un reflet de la mondialisation par la création d'un marché immense et planétaire[15].

Le sport : reflet mondialisé

Dérives médiatiques

La mondialisation est divisée en trois phases. La composante des médias est apparue lors de la dernière phase, c'est-à-dire celle de la mondialisation de l'information, qui s'amorce dans les années 1990, mais qui explose véritablement dans les années 2000. Avec le développement d'Internet notamment, on a vu s'étendre de manière presque exponentielle la diffusion de l'information, mais surtout, on l'a rendu plus accessible. Maintenant, avec une population mondiale plus connectée que jamais, on assiste à une véritable révolution de la diffusion de l'information sportive. Que ce soit à l'aide des applications mobiles, de la télévision sur internet ou sur mobile et des activités internet en général, les gens peuvent s'informer partout sur n'importe quel sport de n'importe où dans le monde. Il s'agit d'une élimination des frontières pour laisser place à une propagation de l'information à l'international.

Grâce à la multiplication des plateformes d'information, on a accès aux nouvelles des sports 24h/24h et n'importe où dans le monde. Ce phénomène a aussi accru la diffusion d'événements sportifs internationaux. On peut maintenant, par exemple, suivre les parties de football des équipes européennes même si on habite en Amérique. Encore une fois, on constate que la mondialisation a vraiment permis une élimination des frontières et a universalisé la culture, notamment celle du sport.

De plus, le sport et les médias sont étroitement liés, servant les intérêts de l'un et l'autre. La télévision sert le sport en faisant la promotion des compétitions, mais aussi en lui apportant énormément d'argent pour se procurer les droits de retransmission des événements sportifs[16]. Par exemple, depuis les années 1980, le montant à payer pour obtenir les droits télévisuels des Jeux olympiques a atteint des sommes faramineuses[17] (voir graphique). Bien entendu, ce n'est pas seulement le cas des Jeux olympiques, mais de toutes les compétitions d'envergures. Le sport apporte aussi aux médias, notamment en leur fournissant de bonnes cotes d'écoute lors de grands événements, ce qui permet aux chaînes de télévision de vendre les temps d'antenne de publicité à des prix encore plus élevés qu'à l'habitude[18]. Le sport et les médias sont vraiment entremêlés et forment une véritable économie. Cette économie est grandissante et peut en partie être expliquée par l'apparition d'une concurrence de plus en plus féroce avec le nombre croissant des chaînes de télévision sportive[19]. En effet, on assiste à une véritable explosion des chaînes spécialisées dans le sport sur nos écrans de télévision. Ces chaînes sont prêtes à payer le plein prix pour obtenir l'exclusivité d'une diffusion importante. Les prix sont constamment plus élevés et la compétition d'avantage agressive.

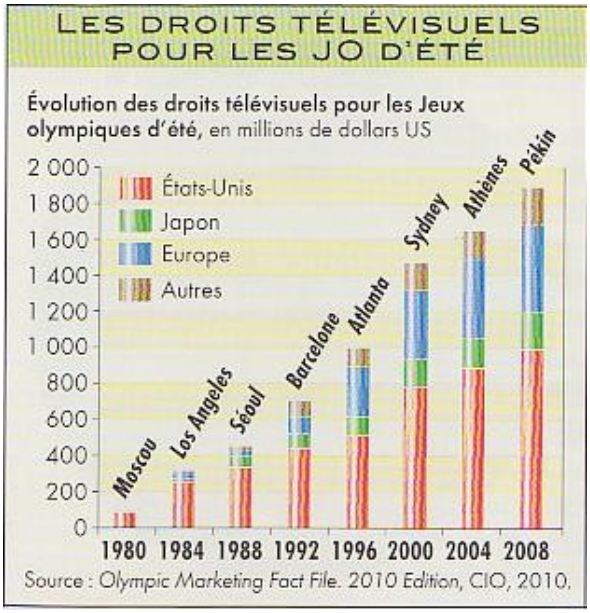
Dérives publicitaires

Appication mobile RDS,
www.rds.ca/mobile

La relation économique entre le sport et les médias est très étroite. Lorsque l'on ajoute le facteur des publicités, cette économie prend toute son importance. En effet, le lien économique entre les médias et le sport se fait par le biais des publicités et des commandites. Avec la montée du capitalisme, qui est une caractéristique clé de la mondialisation, le sport est devenu un produit marchand et possède une « valeur ». Ainsi, on peut l'acheter ou le vendre et générer des profits grâce à cet échange. On assiste

actuellement à une accentuation de la marchandisation du sport, favorisée par le développement et l'internationalisation de cette industrie[20].

L'internationalisation du sport a fait en sorte que les sportifs de haut niveau jouissent d'une reconnaissance mondiale et d'une popularité sans précédent. De ce fait, la publicité a appris à se servir des sportifs pour vendre des produits, comme elle avait appris à le faire avec les ar-



Évoution des droits télévisuels pour les Jeux Olympiques d'été
Atlas du sport mondial: business et spectacle: l'idéal sportif en jeu

tistes. Ces sportifs incarnent le succès, la popularité et la célébrité, ils sont donc parfaits en tant que porte-parole[21]. Le sportif devient lui aussi, à son tour, un produit, une marchandise, que l'on peut vendre et exploiter, toujours dans le but de faire le plus de profits possible. Il faut dire que ces contrats ne sont pas peu payants pour ces sportifs. En fait, ils tirent des contrats publicitaires la grande majorité de leurs revenus[22]. Cela peut présenter un grand avantage pour certains, puisque dans ce domaine, c'est l'image qui prime sur les performances. Par exemple, en 2010, le basketteur Michal Jordan gagnait environ 45 millions de dollars alors qu'il avait arrêté de pratiquer ce sport 7 ans auparavant[23]. Par contre, même si les contrats publicitaires peuvent rapporter beaucoup d'argent, le salaire des sportifs de haut niveau peut sembler colossal. En effet, pour certains grands noms du sport, il l'est. En observant le tableau, on peut constater que les salaires sont en effet très élevés. Par contre, le football est, selon une étude menée par *L'Équipe Magazine*, le sport où les athlètes sont le mieux rémunérés[24]. Ainsi, seuls les plus grands champions des sports les plus populaires gagnent des sommes énormes. Certains ne pourraient même pas vivre sans l'aide des commanditaires ou des campagnes publicitaires. Ce portrait montre bien à quel point l'économie du sport n'est pas équitable et que seule une minorité récolte une grande part des profits.

Ce côté plus sombre ne va pas sans rappeler l'un des travers de la mondialisation. L'économie du sport dépasse de beaucoup le lien avec les médias et la publicité. Plusieurs domaines et compagnies ont su exploiter cette petite mine d'or qu'est le sport. En effet, plusieurs compagnies de fabrication d'articles de sport (Nike, Adidas, Reebok…) ont vu le jour et se sont emparées du marché planétaire. Ces multinationales forment un morceau non négligeable de ce système économique mondial[25]. Cette économie est plus vaste qu'il n'y parait, avec l'apport important des firmes internationales de marketing de sport. Par exemple, c'est la firme ISL (une filiale d'Adidas) qui a mis sur pieds le programme TOP (The Olympic Program). Ce programme consiste à augmenter les revenus du C.I.O. en associant de grandes firmes multinationales au mouvement olympique à titre de commanditaires[26]. En retour, ces firmes peuvent utiliser le nom et l'emblème des Jeux olympiques dans leurs publicités. Le lien économique entre le C.I.O. et les grandes compagnies est encore plus étroit et tout cela renforce encore plus cette économie mondiale du sport[27]. Enfin, plusieurs compagnies se sont lancées dans la vente de produits associés au sport, les produits dérivés. La mondialisation du sport s'illustre très bien par ce phénomène, en rendant des produits accessibles partout sur le globe et ayant rapport avec une culture qui autrefois aurait été locale et qui maintenant dépasse toutes les frontières[28]. On constate donc que l'économie du sport englobe plusieurs sphères d'activité et qu'elles sont répandues à l'international.

Salaire des footballeurs (saison 2011-2012)
www.rtl.fr

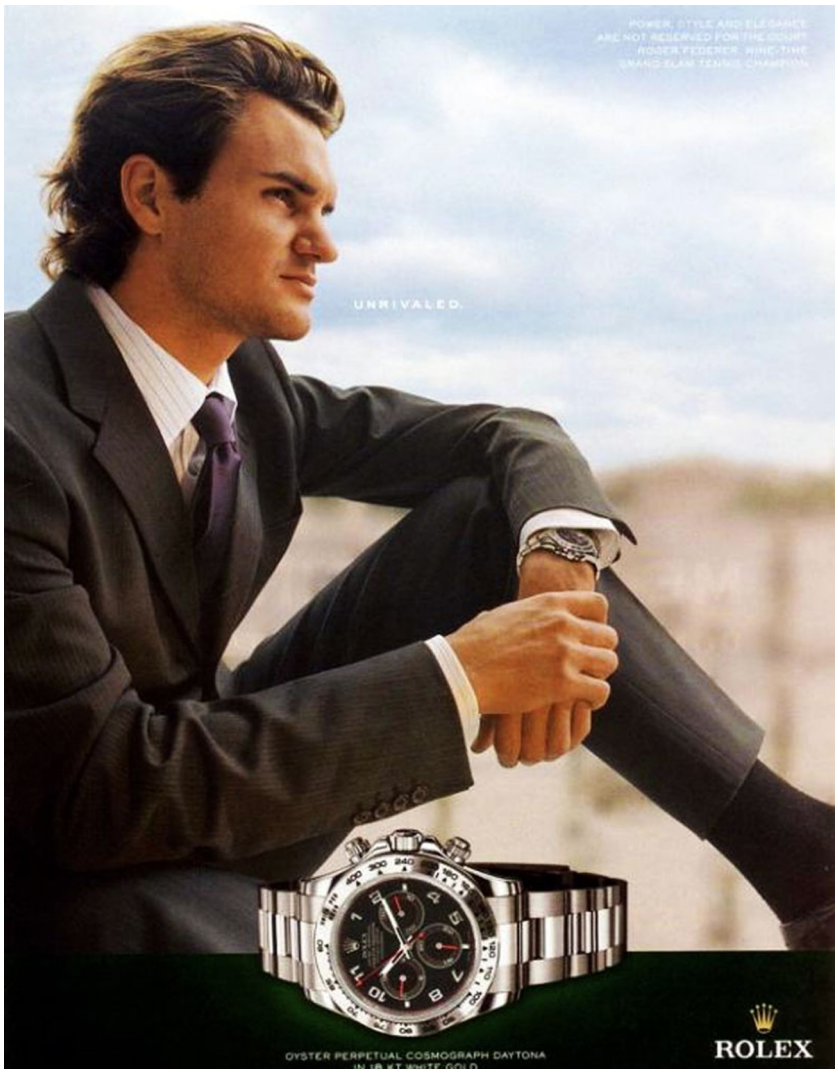
Les fédérations : à l'image du modèle mondialisé

La mondialisation a eu pour effet d'universaliser les codes à l'ensemble du monde en créant une unité que tous connaitraient. C'est donc dans cette même logique que le sport s'est développé au cours des dernières décennies, notamment avec la création des fédérations sportives. Les

fédérations ont été créées dans le but d'universaliser la pratique de plusieurs sports, notamment le baseball, le football, le basketball et les sports aquatiques. Les fédérations sont clairement inspirées du phénomène de mondialisation des dernières décennies en voulant rassembler les sportifs de tous les pays et en créant de meilleures relations au niveau du sport. Aussi, elles servent à imposer des règles uniformes pour que le sport en question se pratique de la même manière, et ce, peu importe la région du monde. La FIBA en fait notamment son mantra, en voulant créer une communauté unique de basketball et en unissant les adeptes de ce sport(28). De ce fait, il a été possible de créer des compétitions d'envergure internationale autres que les Jeux olympiques, comme les Coupes du monde ou les Championnats du monde. Ces compétitions sont très populaires et courues par les sportifs de haut niveau. Elles servent aussi à faire une promotion du sport aux quatre coins du monde et à rassembler les sportifs.

La FINA, par exemple, a pour objectif, entre autres, de promouvoir et d'encourager le développement des sports aquatiques dans toutes les manifestations possibles à travers le monde et ainsi d'augmenter le nombre d'adeptes de ces sports internationalement[29]. L'IBAF va encore plus loin en voulant propager sa philosophie de respect des règles, d'honnêteté, de solidarité et plus en créant un programme de développement pour les enfants en les encourageant à poursuivre leurs buts dans le domaine du baseball et en les encourageant via les organisations nationales un peu partout dans le monde[30].

La création de fédérations permet une meilleure accessibilité du sport partout dans le monde. En effet, qu'on soit en Afrique, en Europe ou ailleurs, on a accès à des compétitions de haut niveau puisque la fédération regroupe des fédérations nationales qui se retrouvent sur tous les continents. Ainsi, lors de la Coupe du monde de football de 2010, par exemple, l'Afrique a accueilli des joueurs et des équipes internationales et c'est le public africain qui a pu se délecter du spectacle grandiose que cette compétition offre. Cette accessibilité pour les spectateurs est notamment un des objectifs principaux que c'était fixé la FIFA lors de sa création[31].



Publicité Rolex avec Roger Federer,

Les fédérations sont clairement inscrites dans un processus de reflet de la mondialisation en voulant unifier et universaliser la pratique du sport à l'ensemble de la planète et en créant un réseau solide de diffusion, de promotion et de compétition sportives.

En somme, depuis les années 1970, le sport est parvenu à être un élément transmetteur des valeurs prônées par le processus de mondialisation, grâce à sa structure d'organisations qui est présentes à travers le monde et par la propagation de valeurs et de principes cher à l'olympisme, tout en devenant un reflet de la mondialisation en adoptant ses principes capitalistes pour développer son propre marché. Ainsi, le sport s'inscrit dans le processus de la mondialisation de manière évidente dans la seconde moitié du XX^{e} siècle et à l'image de plusieurs facettes de la culture, crée un marché qui continue de se développer et de suivre les tangentes dictées par les grands principes occidentaux.

Logo FINA depuis 1908,
Tiré du site de la FINA

Références :

1. Bénichi, Régis, *Histoire de la mondialisation,* Paris, Éditions Jacques Marseille, 2008, p. 23-25.
2. Coubertin, Pierre de, Samaranch, Juan Antonio, *Esprit olympique,* coll. Contrastes, Paris, Éditions L'Esprit du temps, 1992, *p. 11-13.*
3. Augustin, Jean-Pierre, *Géographie du sport : Spatialité contemporaine et mondialisation*, coll. U Géographie, Pris, Éditions Armand Colin, 2007, p. 34-36.
4. Ibid.
5. LNH, *Ligue nationale de hockey,* [en ligne], [http : // www.nhl.com], (site consulté le 17 mai 2012).
6. Gillon, Pierre, étal., *Atlas du sport mondial : Business et spectacle : l'idéal sportif en jeu,* coll. Atlas/Monde, Paris, Éditions Autrement, 2000, *p. 38.*
7. P. de Coubertin, J. Samaranch, *Op. cit.,* quatrième de couverture.
8. Augustin Jean-Pierre, Gillon, Pierre, *L'olympisme : bilan et enjeux géopolitiques*, coll. Dynamiques, Paris, Éditions Armand Colin, 2004, p. 56-57.
9. Hache, Françoise, *Jeux olympiques ; la flamme de l'exploit*, coll. Découvertes, Paris, Éditions Gallimard, 1992, p. 112-115.
10. Ibid., p. 130-132.
11. Ordioni, Natacha, *Sport et société,* Paris, Éditions Ellipses, 2002, *p. 24-25.*
12. Ibid., p. 34.
13. Pivato, Stephano, Passera, Fabio, *Les enjeux du sport,* Casterman/Giunti, Éditions Tournai, 1994, p. 124-125.
14. Ibid., p. 56-57.
15. N. Ordioni, *Op. cit.,* p. 88-89.
16. J.Marchand, « Sport (Histoire et société) – La presse sportive », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], [http:// www.universalis-edu.com/encyclopedie/sport-histoire-et-societe-la-presse-sportive/], (site consulté le 18 mai 2012).
17. P.Lagrue, « Sport (Histoire et société) – Sport et argent », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], [http:// www.universalis-edu.com/encyclopedie/sport-histoire-et-societe-sport-et-argent/], ((site consulté le 18 mai 2012).
18. *Loc.cit.*
19. J. Harvey, S.Laberge, *Le sport, Sociologie et sociétés*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal p. 33.
20. Ibid., p. 155.
21. P.Lagrue, *Op.cit.*
22. Loc.cit.
23. Loc.cit.
24. J. Harvey, S.Laberge, *Op.cit.*, p. 48.
25. Loc.cit.
26. Loc.cit.
27. Ibid., p. 36.
28. FIBA, FIBA We Are Basketball, [en ligne], [http:// www.fiba.com], (site consulté le 18 mai 2012).
29. FINA, Fina.org, [en ligne], [http://www.fina.org/H2O], (site consulté le 18 mai 2012).
30. IBAF, International Baseball Federation, [en ligne], [http:// www.ibaf.org/en] (site consulté le 18 mai 2012).
31. FIFA, Fifa.com, [en ligne], [http://fr.fifa.com/], (site consulté le 18 mai 2012).

Altermondialisme: Mouvement anti-mondialiste ou ré-

Par Stéphane Jr Carroll
et Caroline Desruisseaux

Anonyme,
Manifestation pacifique Anti-Otan à Strasbourg, 2009,
Photographie
Strasbourg

Si la mondialisation est complexe et s'étiole à travers de nombreux aspects complémentaires – notamment le néolibéralisme, la culture, les médias et le sport – il n'en demeure pas moins un phénomène soudain et générationnel désarmant. Depuis le début des années 80, la déréglementation des marchés mondiaux a ouvert autant les frontières économiques que les critiques activistes. Ces mouvements qui s'attaquaient aux bévues de la mondialisation – disparités sociales, problèmes environnementaux, dette, monopoles et abus humains – tentent de se regrouper depuis peu en un mouvement dit *alter*mondialiste, pour une *autre* ou *nouvelle* mondialisation. Or, sont-ce les travers de la mondialisation ou bien ses principes mêmes qui génèrent l'altermondialiste ? À première vue, il semble évident que le mouvement altermondialiste n'est pas homogène : il y a de nombreuses contestations, autant concernant l'écologie que le droit et la paix. Ces revendications répondent toutefois aux bévues du phénomène mondial sans s'attaquer à sa racine même. Il existe cependant une exception de taille ; le mouvement anticapitaliste, faisant figure de véritable opposant au mondialisme, s'attaquant directement à son idéologie fondatrice : le néolibéralisme et la politique d'expansionnisme économique. Dans cet article seront d'abord abordé les principes et les travers de la mondialisation, puis les réactions des activistes altermondialistes à ces dits travers. Même si l'altermondialisme n'est pas homogène en soi et même si sa définition se cristallise à travers diverses revendications de changement, cet article a pour but d'en saisir le sens et la portée dans notre société contemporaine.

La montée de la mondialisation

Tout d'abord, si l'on a connaissance de tous les «dommages collatéraux» engendrés par la mondialisation – l'exploitation, les grands monopoles, les clivages Nord-Sud, la perte d'identité culturelle, la surproduction – l'on ne connaît pas véritablement les mécanismes qui engendrent de tels problèmes. En fait, la mondialisation est souvent présentée par des penseurs tels que Michel Chossudovsky ou encore Noam Chomsky comme la dynamique d'un pouvoir installé et manipulant par des instances légales et interventionnistes les lois du marché[1]. En d'autres mots, c'est une immense mécanique fonctionnant sur le principe du néolibéralisme (qui laisse le marché ouvert) et l'expansionnisme économique (qui l'étend au profit de particuliers). «Il s'agit d'une conquête de haute lutte sur les gouvernements qui ont cédé peu à peu des parcelles de leur pouvoir aux firmes globales et aux institutions financières transnationales»[2]. Selon Jacques B. Gélinat, professeur en sociologie du développement et cadre au ministère des Relations internationales du Québec, l'histoire de la «vente» de l'État au marché s'est déroulée en quatre grandes phases. Tout d'abord, les accords de *Bretton Woods* de 1944 pour une politique globale d'après-guerre ont eu une immense influence sur la construction de l'économie mondiale actuelle. Cet événement a permis le fondement du FMI (Fonds mondial international), de la Banque mondiale et, en 1994, de l'OMC (Organisation mondiale du commerce)[3]. Ces organismes sont des assemblées permettant de répondre aux intérêts économiques dominants et peuvent faire prévaloir leurs décisions sur les politiques nationales[4] . Toutefois, ces dits accords monétaires de *Bretton Woods* sont déréglementés en 1971-76[5]. La fluctuation des taux de change qui s'ensuit transforme l'ensemble des avoirs monétaires du marché en capital spéculatif. Dans la décennie des années 80[6], sous la récession mondiale, l'écroulement des prix

des matières premières et les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, le Tiers-monde est progressivement intégré au marché global[7]. Puis, en 1986, le «Big bang de la City» de Londres, la plus grande place financière au monde, est déréglementée, suivi dans les années suivantes par toutes les bourses de la planète, de Londres à Tokyo[8]. Il en fut de même pour les échanges commerciaux internationaux, tels que le Traité de Maastricht (1993) et l'ALÉNA (1994). Au grand dam de l'idéologie keynésienne, même l'OMC «n'a pas été créée pour réglementer le commerce international, mais bien pour le déréglementer. […] non seulement l'économie mondiale, mais aussi des économies nationales»[9]. Ce contexte permit la concentration des pouvoirs auprès de

Ramy Majouji,
Wall Street Sign, 2006,
Photographie

quelques exécutifs extranationaux qui interviennent dans la politique économique de l'État au nom du marché libre, ouvrant ainsi les frontières internationales. Or, l'un des éléments garantissant cette dite ouverture du marché mondial est sans conteste… la dette.

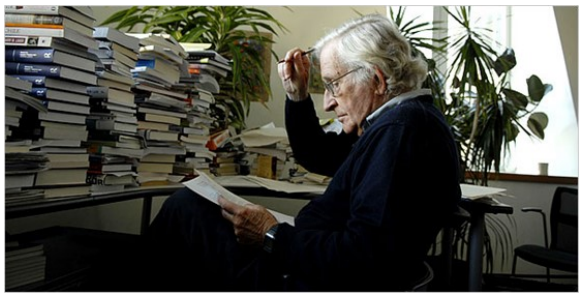
La dette et les inégalités

L'endettement national généralisé : avec la modernité, les pays pauvres du Sud détiennent une dette envers le Nord, lui ouvrant ses frontières, sa main-d'œuvre bon marché et ses ressources naturelles pour les grands monopoles industriels. Le marché intérieur national est alors détruit et l'État exploité n'a d'autre choix que de se retrancher dans l'importation et l'exportation - devenant véritablement dépendant du capital nord-américain[10]. Les quelques profits de ces marchés restructurés vers une consommation de luxe[11] et à haute compétition ne servent qu'à rembourser les intérêts imposés par le FMI. Le mouvement économique mondial est donc régi par l'endettement des «pays en développement», instaurant des barrières à ce même développement. La dette totale de tous ces pays était de l'ordre de 1 900 milliards de dollars en 1994, selon la Banque Nationale *World Debt Tables* de Washington la même année[12]. Les pays membres de l'OCDÉ n'y échappent pas également, variant à des taux près de 13 milliards de dollars.

En réaction à cet endettement croissant, le FMI et la Banque mondiale appliquent un mélange de privatisation et d'austérité budgétaire qui fut appliqué dans plus d'une centaine de pays du tiers-monde et d'Europe occidentale[13]. Ces États, sous surveillance, perdent alors toute souveraineté dans leur politique financière : «leur Banque centrale et leur ministère des Finances sont réorganisés; les institutions étatiques disparaissent; une tutelle économique est mise en place. Une sorte de gouvernement parallèle ne rendant pas de comptes à la société civile est constitué par les organisations financières internationales; quant aux pays qui ne se conforment pas aux règles du FMI, ils sont placés sur une liste noire»[14]. Ce que Michel Chossudovsky appelle le « colonialisme de marché » est une situation sans précédent d'anonymes jonglant avec les règles d'un marché libre.

Bien sûr, ces nombreuses stratégies de restructuration économique créent de nombreux clivages entre le Nord et le Sud. C'est pourquoi une famille moyenne d'une banlieue parisienne gagne cent fois plus qu'une même famille en Asie du Sud-Est[15]. C'est aussi pourquoi un paysan des Philippines doit travailler pendant deux années entières pour obtenir ce qu'un avocat new-yorkais gagne en une heure[16]. Mais les disparités ne se comptent pas uniquement au niveau des individus ; il est commun, aujourd'hui, qu'une multinationale ait un chiffre d'affaires plus élevé qu'un État entier - tel que Pepsi et Coca-Cola qui obtiennent près de 30 000 milliards de dollars dans les *fast-food* américains chaque année, soit le double du PIB du Bangladesh[17]. Ces minces exemples permettent de mieux visualiser que les nations riches – 15% de la population mondiale – détiennent entre ses mains plus de 80% du revenu mondial[18].

Toutefois, la population d'un pays pauvre et producteur ne peut s'offrir le fruit de son travail. Les industriels ayant détruit le marché intérieur, l'État n'a pas d'autre choix que d'exporter… comme tous les autres pays endettés des quatre coins du globe qui cherchent à vendre au même marché nord-américain et européen. Les exportateurs doivent alors se spécialiser pour survivre. Cette concurrence mondiale entraine souvent une surproduction dans les pays en déficit de vente, entraînant une diminution des revenus et donc du pouvoir d'achat des citoyens. Les plus petites usines ferment, encourageant les monopoles étrangers[19]. Ainsi, comme le soulève Michel Chossudovsky, un paradoxe émerge : « l'encouragement d'une politique d'exportation aboutit à une baisse des prix des produits et, par voie de conséquence, des revenus censés être destinée à rembourser la dette »[20].



Word Press
Noam Chomsky, 2011
Photographie

Or, mine de rien, cette situation affecte également les pays du Nord. Les zones industrielles au sud du Rio Grande affectent les salariées des États-Unis autant que les multinationales japonaises installées en Malaisie et en Thaïlande à des salaires de trois à quatre dollars par jour. Les usines de Pologne, de Hongrie et de République tchèque ont été intégrées aux «usines étatiques» de l'Union européenne ; les anciens pays socialistes ayant été tenus à l'écart de l'économie mondiale depuis la guerre froide[21].

pauvre. C'est sous cette parodie de démocratie parlementaire que les grèves sont déclarées illégales et les syndicats, des groupes criminels. Contrairement à l'esprit anglo-saxon, la mise en application des réformes du FMI nécessite un renforcement de l'ordre, prenant souvent la forme de la répression politique dans les pays du Tiers-Monde, ce que Noam Chomsky appelle la Cinquième liberté américaine, ou le «droit fondamental à voler et exploiter»[24].

'FLAG OF OUR FUNDERS'

Polyp,
Flag of our funders,
Caricature

En relocalisant leurs industries auprès d'une main-d'œuvre bon marché, les pays du G20 créent du chômage dans leur propre pays : cette contraction des dépenses chez ceux qui ont perdu leur emploi finit par assécher la demande[22]. Cette interdépendance malsaine créée par la mondialisation affecte toute la planète.

La démocratie vendue au plus offrant

Une autre ironie s'ajoute au tableau de la globalisation. D'une part, les défenseurs du marché libre revendiquent les droits individuels, et, en général, la démocratisation de la vie politique. D'autre part, la réalité est toute autre ; selon Chossudovsky, « la mise en œuvre des réformes économiques nécessite l'appui des militaires et des États autoritaires »[23]. Tout d'abord, dans la plupart des pays en voie de développement, la négation des droits des travailleurs est l'un des principaux obstacles à une véritable démocratisation. Toujours selon l'auteur, le FMI utilise la désindexation des salaires comme condition pour renégocier la dette, permettant un marché de main d'œuvre

Pour ne citer qu'un exemple, Caracas, en février 1989 : date à laquelle la révolte populaire contre l'ordre en place, mais aussi l'ajustement structurel du pays, fut mâtée par la faim et les balles ; le tristement célèbre *Caracazo*. Après une libéralisation du commerce et une augmentation du prix du pain de 200%, le gouvernement de Carlos Andres Pérez, pourtant social-démocrate, envoya l'armée dans les *barrios de ranchos*, les taudis où les manifestants grondaient. Dans les jours qui suivirent, le *Financial Times* de Londres publia : «On indiqua que la morgue de Caracas accueillit les corps de deux cents personnes tuées aux cours des trois premiers jours […] et que l'on manque de cercueils»[25]. Les émeutes des années 80 sont devenues innombrables : émeutes du pain à Tunis en janvier 1984 ; au Nigéria en 1989 et au Maroc, en décembre 1990. Il y eut des manifestations et des grèves à Fez, Meknès, Kenitra et Tanga contre la politique économique de leur gouvernement et le Mexique de 1994 connut les célèbres zapatistes dans le sud du pays[26]. Ces mouvements de colère donneront naissance à l'altermondialisme structuré au début du XXIe siècle.

Une dimension verte

Toutefois, il ne faut pas oublier que le débat, pour plusieurs, va au-delà de la condition humaine ; l'environnement également est fortement touché depuis la révolution industrielle. Les exemples ne manquent plus : réchauffement climatique, déforestation, eau potable, contamination des sols et catastrophe nucléaire ne sont qu'une facette des revendications d'organismes comme *Greenpeace* ou encore les animaux en voie d'extinction pour *World Widelife Fund*. « En trente-cinq ans, la population mondiale a augmenté de 70%, alors que l'ensemble des mammifères a diminué de 30% en moyenne. Aujourd'hui, d'après l'UICN, le tiers des amphibiens, le quart des mammifères et un huitième des oiseaux sont menacés d'extinction. Dans le même temps, les forêts tropicales ont été réduites en moyenne de 1% par an, les prélèvements d'eau ont doublé et appauvris nombre d'écosystèmes aquifères ; les réserves de poisson de mer ont été ramenées par une pêche excessive en deçà du point de reprise. La raison de ce grave changement de la biosphère de la planète tient à l'«empreinte écologique» de plus en plus importante de l'humanité, qui a doublé dans ce laps de temps. En trente-cinq ans, celle-ci utilise presque le double de ressource et d'énergie naturelles » [27]. Ce sont ces abus, engendrés par la délocalisation industrielle, la surproduction et la négligence qui vont au-delà des limites possibles des ressources de la planète et qui «détrui[sent] l'essentiel au profit du superflu»[28]. C'est d'ailleurs la conception générale de la globalisation : populariser le progrès et la croissance économique où tout, environnement et travail humain, devient un produit.

Le paradoxe

Ainsi, deux idées caractérisent le phénomène macroéconomique de la mondialisation ; le problème, c'est que ces deux idées entrent sans cesse en contradiction. D'une part, les industries veulent consolider un marché du travail bon marché dans les pays du Sud ; d'autre part, ils veulent également rechercher de nouveaux marchés de consommation pour leurs produits[29]. La confrontation de ces deux idées détruit les économies nationales, crée de nouvelles relations de domination, globalise la pauvreté, sape la souveraineté des États par le capital, détruit les écosystèmes et multiplient les crises économiques.

Altermondialisme

Ce sont ces problèmes que critique le mouvement pour une *autre* mondialisation, l'*alter*mondialisme, qui commence à naître dans les années 1980, soit en même temps que la déréglementation économique et la délocalisation des multinationales. Ce mouvement s'inscrit dans une grande lignée de protestations et de mouvements contestataires. L'on pourrait affirmer sans trop se tromper qu'il puise ses inspirations premières à partir du mouvement ouvrier ou de celui des *hippies* des années 1960. Toutefois, lorsque l'on cherche à remonter au premier soubresaut de ce mouvement en particulier, on fait tout de suite appel à la bataille de Seattle. C'est lors de ce mois de novembre 1999 que pour la toute première fois l'on entendit parler d'altermondialisme.

La bataille de Seattle

L'organisation mondiale du commerce tenait, le 30 novembre 1999, un sommet traitant spécifiquement des mesures économiques reliées au phénomène de mondialisation[30]. Ce sommet visait, entres autres, à «[supprimer] la plupart des barrières tarifaires et des subventions dans le domaine de l'agriculture […] obligeant tous les pays

Thibaud Epeche,
Rassemblement à Paris (près de l'Assemblée Nationale) le 20 mars 2001, à l'appel du réseau Sortir du nucléaire., 2011
Photographie

membres à accepter les exportations de produits alimentaires génétiquement modifiés, alors même que leurs propres citoyens s'interrogeaient sur le danger de ces aliments.»[31] Il est important de souligner ici que ce sommet avait lieu entre les dirigeants des pays concernés, mais subventionnés intégralement par le privé. La ville de Seattle n'étant pas choisie au hasard, puisque les sièges sociaux de Microsoft et de Boeing s'y trouvent[32]. Donc, alors même que les dirigeants se réunissaient à Seattle pour décider du sort de leurs citoyens, ceux-ci préparaient une riposte à leur façon. Et ce, sans même que les acteurs visés ne s'en soucient suffisamment pour daigner s'en inquiéter[33].

Cette riposte se fit grâce à un nombre élevé de manifestants, près de 60 000 protestataires enregistrés officiellement et de nombreux autres qui se sont rajoutés[34], tous réunis grâce à la rapidité à laquelle l'information se propagea. C'est donc dire, une armée de manifestants prêts à tout pour faire valoir les droits des pauvres et des citoyens et d'ainsi avoir eux aussi voix au chapitre. Tout était en place pour une journée de contestation exemplaire. Bien que le tout prenne fin dans une émeute dont tout le monde se souviendra pour les années à venir, cet évènement constitue la première grande victoire de ce que l'on appellera bientôt la naissance d'une autre mondialisation, celle de l'altermondialiste.

En effet, pour la toute première fois, l'on assiste à un « sommet qui finit dans l'échec.»[35] Suite à leurs actions concertées, les élans poétiques des dirigeants économiques de notre planète furent arrêtés par les actions d'une population citoyenne. Bien que nous soyons encore aujourd'hui en plein cœur de la mondialisation, son opposant est toujours d'actualité. Et tout comme lui, il est en évolution constante.

Un mouvement qui ne cesse de croître

«Amnistie internationale est un mouvement mondial d'hommes et de femmes qui militent pour le respect des droits humains. Nous sommes indépendants de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion.»[36] Voici ce qu'il est possible de lire sur le site officiel d'*Amnistie internationale*, un organisme à but non lucratif qui fut fondé en 1961.

C'est aussi l'une des nombreuses formes qu'a prises le mouvement altermondialiste depuis ses débuts.

Aujourd'hui, il existe une panoplie d'organisations non gouvernementales (ONG) qui milite pour un monde meilleur. On a qu'à penser à *Greenpeace*, *Médecins sans frontières*, *WWF*, *Human Rights Watch*, *Oxfam international* et *Les amis de la terre*, pour ne citer que ceux-là. C'est la mobilisation pour un idéal où le bonheur des uns ne se construira plus sur le malheur des autres.

En 2000, l'ONU mis sur pied un programme, *Les objectifs du millénaire* (OMD), qui seront repris par les différents ONG. Ce programme a pour but de «réduire de moitié la pauvreté absolue (moins de 1$ US par jour); d'assurer l'éducation primaire pour tous; de promouvoir l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes; de réduire la mortalité maternelle; de combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies; d'assurer un environnement durable; et de mettre en place un partenariat mondial pour le développement.»[37] Ce sont sur ces mots que tout se mettra en place et qu'ensemble, les ONG se donneront pour mission d'éliminer les inégalités.

'ONE BAD APPLE'

Polyp
One bad apple
Caricature

Ainsi, des organismes comme *Greenpeace* et *WWF* se donneront comme objectif de protéger la planète contre l'extinction proche de multiples espèces ou la destruction d'écosystèmes. Nul besoin de rappeler que notre consommation a doublé depuis 35 ans[38]. D'autres se concentrent sur la question du Sida, des maladies et des blessés de guerre. C'est ainsi que *Médecins sans frontières* porte secours à des centaines de vies chaque jour[39]. *Humans Right Watch* et *Amnistie internationale*, pour leur part, font tout en leur pouvoir pour sauvegarder les droits essentiels de tous, que ce soit l'escalade de la violence au Burundi[40] ou bien des contrôles policiers abusifs en France[41].

Toutefois, ces mouvements n'ont pas comme but et comme mission première de changer le système dans lequel nous vivons. Comme le dit si bien la mission d'*Amnistie internationale*, ils sont indépendants de tout organisme et idéologie politique[42]. Ainsi, ils ne s'attaquent qu'aux travers de la mondialisation.

Depuis les tristes évènements de février 1989, à Caracas au Venezuela, beaucoup de chemin fut parcouru. Dans son rapport annuel de 2010, *Amnistie internationale* dresse un bilan de la situation actuelle des droits humains dans ce même pays. Nous nous souvenons que la révolte de la population s'était terminée par une répression armée effroyable, causant la mort de centaines de personnes. Et bien, depuis lors, des projets de loi visant à limiter le port d'armes à petit calibre ont été instaurés et des policiers furent traduits en justice pour homicide à l'encontre de manifestants[43]. Ces policiers se sont mérités des peines allant jusqu'à 30 ans de prison. D'ailleurs, la cour interaméricaine a condamné les actes répréhensibles commis par les autorités vénézuéliennes à l'encontre de la vie et de la liberté d'expression de deux journalistes[44], preuve de l'efficacité des actions des ONG. Bien sûr, encore aujourd'hui, de nombreux défenseurs des droits humains sont abattus ou brutalisés sur la scène publique. Cependant, grâce à la visibilité qu'ils offrent à ces pays sur la scène médiatique mondiale, ces droits sont de plus en plus protégés.

Ainsi, ces organismes n'ont pas pour but de changer le système en place. Au contraire, il cherche à l'améliorer. Lorsqu'*Amnistie internationale* intervient au Venezuela, ce n'est pas pour propager la voie de l'antimondialisme, mais pour pallier au manquement de la globalisation. Cependant, un mouvement, qui n'est pas né d'hier, fait figure de véritable opposant au mondialisme. L'anticapitalisme s'attaque directement à ce dernier en cherchant à le destituer.

Anticapitalisme

Cet anticapitalisme s'inscrit dans un cynisme et un dégoût profond de la société capitalisme[45]. Un cynisme de plus en plus probant s'est installé et il n'est pas près de s'envoler. L'on voit de multiples ouvrages ou plaidoyer en faveur d'une émancipation. Ces plaidoyers proviennent presque tous d'un même mouvement, celui de l'anticapitalisme. Plusieurs réclament l'élaboration d'un «*new deal* écologique et social»[46] qui viendra, non pas contrebalancer le système en place, mais le changer.

Il serait très évident de faire un rapprochement entre le communisme et le mouvement anticapitalisme actuel. Toutefois, il serait inapproprié d'en venir à cette conclusion pour la simple et unique raison qu'il occupe désormais des horizons beaucoup plus larges. Alain Lipietz,

économiste européen et chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), affirme qu'il faut croire en l'émergence «d'une nouvelle utopie, une sorte de *new deal* écologique, d'une entente générale entre les États visant un développement durable mais cette fois-ci à l'échelle mondiale»[47]. C'est en annulant la dette des pays pauvres, en protégeant la biodiversité à l'aide d'un organisme avec de réels pouvoirs et grâce à une solidarité internationale accrue qu'il croit pouvoir y parvenir[48]. Pas en un jour, bien sûr, mais éventuellement. D'autres auteurs affirment sans retenue que : « La culture marchande-médiatique ne veut ni de l'intelligence, ni de l'expressivité artistique libres. On ne saurait mieux dire que cette culture est un carcn pour les hommes et qu'elle est mortifère. Elle est en effet de plus en plus une culture du conflit

Éric Walton
Occupied, mars 2012
Photographie
Bryant Park, Manhattan

liée à la prolifération de moyens de destruction pour des guerres localisées, mais permanentes. […] Contre son poids écrasant à l'échelle internationale, on voit se lever des contre-cultures qui traduisent le malaise qu'elle suscite en raison de ces pratiques d'alignement sur le modèle américain »[49].Non seulement ces auteurs critiquent le traitement honteux commis sur les droits humains, sur l'exploitation économique ou la destruction environnementale, mais ils critiquent aussi le sort réservé à la culture de la mondialisation, dominé par le modèle américain. Ainsi, il n'est pas seulement question d'économie lorsqu'on l'on parle d'anticapitalisme, mais également de culture. Ce n'est pas seulement de changer un aspect du système, mais l'ensemble de ce dernier.

Toutefois, pour ce faire, il est évident pour ces gens qu'il faut sortir du capitalisme. D'ailleurs, l'ouvrage de trois professeurs d'université du Québec, *Les défis d'une mondialisation solidaire*, propose cinq pistes de sortie du capitalisme[50]. Il est donc important de noter que ce mouvement n'est pas seulement marginalisé au seul artiste ou jeunes « délinquants des rues », puisque des détenteurs de doctorat soutiennent cette avenue.

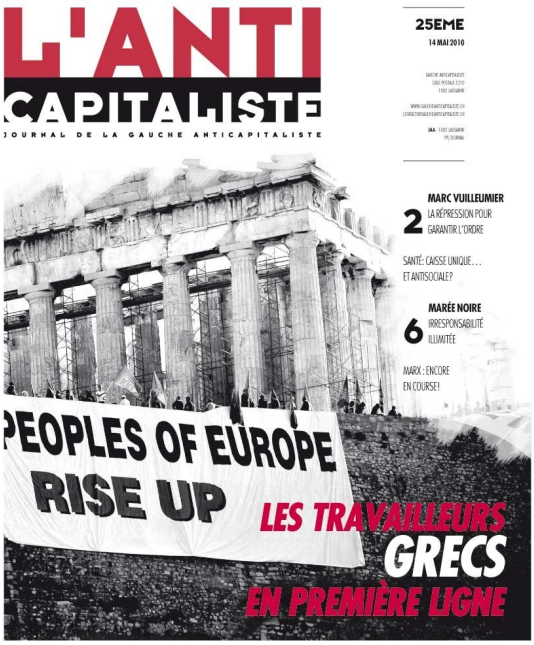
Dernièrement, nous avons assisté à une manifestation, *Occupy Wall Street*, qui connut une popularité sans précédent et qui se propagea à l'ensemble du globe. *Occupy Montréal*, *Occupy Toronto*, *Occupy Lyon* ou *Occupy San Francisco* ne sont que quelques exemples parmi les nombreuses villes qui ont rejoint le mouvement protestataire.

Ces manifestations avaient pour but de se masser en grand nombre à certains endroits stratégiques et à y ériger des abris de fortune afin de prendre la voix du « 99% »[51]. Prendre la voix de ceux qui subissent les contrecoups des actions des gouvernements ou des multinationales.

Ainsi donc, il est donc important de noter que, contrairement à l'action concertée des ONG, l'anticapitalisme s'attaque directement aux principes mêmes de la mondialisation. C'est-à-dire qu'il cherche purement et simplement l'éradication du système de mondialisation vers un tout autre système, plus équitable et plus enclin à protéger l'environnement. Il faut rompre avec l'idéologie néolibérale[52]. Ce qui n'est pas partagé par des organismes, comme *Amnistie internationale*, qui, doit ont le rappeler, soutiennent fermement n'être aucunement relié à aucun parti ou idéologie politique.

Finalement, les nombreux travers de la mondialisation, que ce soit les multiples formes d'inégalités sociales ou la destruction pure et simple de l'environnement, trouvent

leurs détracteurs et donc, par surcroît, leurs pourfendeurs. Des organismes tels qu'*Amnistie internationale* et *Greenpeace* consacrent l'ensemble de leurs occupations sur la sauvegarde de leurs idéaux. Bien que leurs pratiques soient parfois décriées comme étant «discutables», elles ne sont pas moins mises en œuvre pour protéger l'environnement à n'importe quel prix[53]. Toutefois, ceux-ci ne s'attaquent qu'aux travers, et à certains en particulier, afin de protester contre le mondialisme. L'anticapitalisme, pour sa part, s'attaque directement aux principes mêmes de la mondialisation et cherche donc à la destituer. Ces critiques, parfois voire souvent très acerbes, se reflètent à travers certaines actions ou rassemblements. Elles visent directement l'ensemble du concept de mondialisation et clament haut et fort la nécessité de changer de système. Cependant, nous avons assisté dernièrement à une certaine forme de radicalisation. Nous ne pouvons dire si ceci est causé par un ras-le-bol concerté des institutions altermondialistes, mais nous pouvons voir certains groupes poser des actions de plus en plus concrètes. *Anonymous*, par exemple, est un groupe de *cyber-hackers* qui s'attaque directement aux acteurs économiques. *Sony* ainsi que les gouvernements de la Tunisie et de l'Égypte (lors du printemps arabe) ont, entre autres, été les proies de ces activistes[54]. La marque de commerce du groupe se trouve à être leur ''costume''. En effet, le masque porté par le groupe est celui d'un personnage de bande dessinée, V dans *V for Vendetta*, personnage reconnu pour ses frappes anarchistes et donc terroristes contre un gouvernement hautement autoritaire[55]. Dur de ne pas faire le rapprochement. Nul ne peut prévoir ce que ce mouvement aura comme allure dans les années qui vont suivre. Plusieurs croient à une fulgurante ascension du mouvement, d'autres croient plutôt qu'il est, au contraire, plutôt marginal. Néanmoins, le mouvement semble se radicaliser et se rassembler derrière un même objectif : celui de la destitution du modèle actuel. Est-ce que la voie d'activistes chevronnées, tel que le groupe *Anonymous*, est le chemin à suivre pour être entendu ? Difficile à dire. Il n'est toutefois plus question de marginaliser ce mouvement qui tend à prendre le pas sur l'ensemble du globe. Une toute autre mondialisation.



Journal de la Gauche Anticapitaliste (GA)
Les travailleurs grecs en première ligne, 14 mai 2010
Photographie et montage
Zurich

Amnistie Internationale
La peine de mort est condamnée à disparaître, 2010
Photographie

Références :

1. Chossudovsky, Michel, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Éditions écosociété, 1998, p. 20.
2. B. Gélinas, Jacques, L*a globalisation du monde*, Montréal, Éditons écosociété, 2000, p. 59.
3. M. Chossudovsky, *Op. Cit.*, p. 20.
4. J. B. Gélinas, *Op. Cit.,* p. 60.
5. *Ibid*., p. 59.
6. M. Chossudovsky, *Op. Cit.*, p. 25.
7. J. B. Gélinas, *Op. Cit.,* p. 60.
8. *Loc. Cit.*
9. *Ibid*., p. 79
10. M. Chossudovsky, *Op. Cit.*, p. 34.
11. *Ibid.*, p. 32.
12. *Ibid.*, *p*. 19-20.
13. *Ibid.*, p. 26.
14. *Loc. Cit.*
15. *Ibid.*, p. 25.
16. *Loc. Cit.*
17. *Loc. Cit.*
18. *Ibid.*, p. 26.
19. *Ibid.*, p. 20-21.
20. *Ibid.*, p. 32-33.
21. *Ibid.*, p. 33.
22. *Loc. Cit.*
23. *Ibid.*, p. 30.
24. Chomsky, Noam, *Idéologie et pouvoir*, Belgique, Éditions Epo, 2004, 208 p. 13.
25. M. Chossudovsky, *Op. Cit.*, p. 31.
26. *Loc. Cit.*
27. World Widelife Fund, *Planète vivante*, Paris, Éditions de Monza, 2008, p. 9.
28. Yann Arthus-Bertrand, *Home*, [DVD rom], Beverly Hills, Twentieth Century Fox, 2009.
29. M. Chossudovsky, *Op. Cit.*, p. 21.
30. Barlow, Maude, Clarke, Tony., *La bataille de Seattle Sociétés civiles contre mondialisation marchande*, Paris, Éditions Fayard, 2002, p. 21.
31. *Loc. Cit.*
32. *Ibid.,* p.22.
33. *Ibid.,* p.23.
34. *Ibid.,* p.35.
35. *Ibid.,* p.34.
36. Amnistie Internationale, «Vision et mission», [s.d.], [en ligne], [http://www.amnistie.ca/ siteindex.phpoption=com_content&view =article&id=17&Itemid= 3], (20 mai 2012).
37. Favreau, Louis *et al.*, *Les défis d'une mondialisation solidaires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, p.22.
38. World Widelife Fund, *Op. Cit.*, p. 9.
39. MSF, [en ligne], [http://www.msf.ca], (20 mai 2012).
40. Human Rights Watch, «Tu n'auras pas la paix tant que tu vivras», 26 janvier 2012, [en ligne], (20 mai 2012).
41. Human Rights Watch, «La base de l'humiliation», 26 janvier 2012, [en ligne], [http://www.hrw. org/fr/reports/ 2012/01/26/la-base-de-l-humiliation-0], (20 mai 2012).
42. Amnistie Internationale, «Vision et mission», [s.d.], [en ligne], (20 mai 2012).
43. Amnistie Internationale, *Rapport 2010 La situation des droits humains dans le monde*, Belgique, Les éditions francophones d'Amnesty international, 2010, p. 352.
44. Ubeda De Torres, Amaya, «Cour Interaméricaine des droits de l'homme», [s.d.], dans *l'Europe des Libertés*, [en ligne], [http://leuropedeslibertes.u-strasbg.fr/article.php?id_ar tic le=9 8&id_rubr iqu e=6], (20 mai 2012).
45. Vakaloulis, Michel *et al., Vers un nouvel anticapitalisme pour une politique d'émancipation*, Paris, Éditions du félin, 2003, p.14-16.
46. Favreau, Louis *et al.*, *Les défis d'une mondialisation solidaires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, p. 131.
47. *Ibid*., p. 132.
48. *Loc. Cit.*
49. M. Vakaloulis, *et al.*, *Op. Cit,*, p.159.
50. *Idid*., p. 135.
51. Occupy Together, *Occupy Wall Street*, «Home», [en ligne], [http://occupytogether.org], (20 mai 2012).
52. *Loc. Cit.*
53. Auger, Pierre, Ferrante, Jean-Luc, *Greenpeace Controverses autour d'une ONG qui dérange*, France, Éditions La plage, 2004, p. 41.
54. Drugeon, Anthony., *Rue 89*, « Anonymous : derrière le masque, des hackers révolutionnaires », [en ligne],[http:// www.rue89.com/explicateur/2011/07/09/so us-le-masque-des-anonymous-ces-hackers-revolutionn aires-213144], (20 mai 2012).
55. *Loc. Cit.*

Médecin sans frontière,
Photographie

Richard Turley
Who's behind the mask
Bloomberg Bussiness cover

De la splendeur des cités…

… jusqu'au bout du monde

Des passions communes…

…Une communication incessante

La mondialisation est

l'éclatement des frontières

Pour en savoir plus...

Amnistie Internationale, Rapport 2010 La situation des droits humains dans le monde, Belgique, Les éditions francophones d'Amnesty international, 2010, 401 p.

Auger, Pierre, Ferrante, Jean-Luc, Greenpeace Controverses autour d'une ONG qui dérange, France, Éditions La plage, 2004, 165 p.

B. Gélinas, Jacques, La globalisation du monde, Montréal, Éditons écosociété, 2000, 340 p.

Barlow, Maude, Clarke, Tony., La bataille de Seattle Sociétés civiles contre mondialisation marchande, Paris, Éditions Fayard, 2002, 385 p.

Chomsky, Noam, Idéologie et pouvoir, Belgique, Éditions Epo, 2004, 208 p.

Chossudovsky, Michel, La mondialisation de la pauvreté, Montréal, Éditions écosociété, 248 p.

Favreau, Louis et al., Les défis d'une mondialisation solidaires, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 159 p.

Nahanvandi, Firouzeh, Globalisation et néolibéralisme dans le tiers-monde, Paris, Éditions L'harmattan, 2000, 237 p.

Vakaloulis, Michel et al., Vers un nouvel anticapitalisme pour une politique d'émancipation, Paris, Éditions du félin, 2003, 183 p.

Augustin, Jean-Pierre, *Géographie du sport : Spatialité contemporaine et mondialisation*, coll. U Géographie, Paris, Éditions Armand Colin, 2007, 220 p.

Augustin, Jean-Pierre, Gillon, Pascal, *L'olympisme : bilan et enjeux géopolitiques*, coll. Dynamiques, Paris, Éditions Armand Colin, 2004, 172 p.

Balle, Francis, « Libéralisme », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], [http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/liberalisme/], (site consulté le 17 mai 2012).

Baud-Babic, Marie-France, « Institutions financières internationales », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], [http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/institutions-financieres-internationales/], (site consulté le 16 mai 2012).

Bénichi, Régis, *Histoire de la mondialisation,* Paris, Éditions Jacques Marseille, 2008, 375 p.

Buckley, Sandra, *Encyclopedia of contemporary Japanese culture*, (s.l.), edition Routledge, 2002, 634 p.

ConsoGlobe, «Statistiques mondiales écologiques en temps réel», 2011*, Mcdonald statistiques mondiales,* [en ligne], [http://www.planetoscope.com/entreprises/mcdonalds], (site consulté le 17 mai 2012).

Coubertin, Pierre de, Samaranch, Juan Antonio, *Esprit olympique,* coll. Contrastes, Paris, Éditons L'Esprit du temps, 1992, 97 p.

Duval, Guillaume, « Crise de l'euro : pas de solution en vue », *Alternatives internationales,* hors-série nº 10, janvier 2012, p. 32-35.

Farthing, Stephen, *Tout sur l'art – mouvements et chefs-d'œuvres*, Montréa1, Éditions Hurtubise, 2010, 576 p.

Fumey, Gilles, «La mondialisation de l'alimentation», *Mondialisation – Information géographique*, 2007, Vol. 71, 98 p.

Gill, Louis, *Le néolibéralisme,* Montréal, Éditions Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2002, 84 p.

Gillon, Pierre, étal., *Atlas du sport mondial : Business et spectacle : l'idéal sportif en jeu*, coll. Atlas/Monde, Paris, Éditions Autrement, 2000, 80 p.

Hache, Françoise, *Jeux olympiques ; la flamme de l'exploit*, coll. Découvertes, Paris, Éditions Gallimard, 159 p.

Lemonnier, Bertrand, « THATCHER, Margaret (1925-), dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 7 mai 2012).

Melandri, Pierre, « REAGAN, Ronald (1911-2004) », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], (site consulté le 7 mai 2012).

Miller, Toby, *Global Hollywood*, Londres, [s.é], 2001, 240 p.
Ordioni, Natacha, *Sport et société,* Paris, Éditions Ellipses, 2002, 112 p.

Patrimoine mondial de l'UNESCO, *Listes indicatives*, [en ligne], [http://whc.unesco.org/fr/listesindicatives], (site consulté le 17 mai 2012).

Pivato, Stephano, Passera, Fabio, *Les enjeux du sport*, Casterman/Giunti, Éditions Tournai, 1994, 157 p.

Plihon, Dominique, « Capitalisme », dans *Encyclopédie Universalis*, [article en ligne], [http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/capitalisme/], (site consulté le 17 mai 2012).

Rasse, Paul, *La rencontre des mondes*, coll. «Sociétales», Paris, édition Armand Collin, 2006, 313 p.

Warner, Timothy, *Pop music: technology and creativity: Trevor Horn and the digital revolution*, [s.é], 2003,186 p.

Un programme pour les passionnés d'histoire et d'idées

www.cegepsherbrooke.qc.ca/~hec